

Noisy-le-Sec, le 17 septembre 2020

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Tel : 01 49 42 67.87

[conseil.municipal@noisylesec.fr](mailto:conseil.municipal@noisylesec.fr)

## **Compte rendu Conseil Municipal Jeudi 17 septembre 2020 A 19h30**

**Salle des Mariages (Hôtel de ville)**

**L'an deux mille vingt le jeudi 17 septembre 2020 à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le **vendredi 11 septembre 2020**, sous la présidence de Monsieur Olivier SARRABEYROUSE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Thimothée GAUTHIEROT, Corinne BORD, Florent LACAILLE-ALBIGES, Pascale LABBE, Bruno MARTINEZ, Wiam BERHOUMA, Philippe BOUAZIZ, Naïma MOKRI, Médy LABIDI, Samia SEHOUANE, Samy BESSAOU, Julie GRÜNEBAUM, Patrick LASCOUX, Samia FETTAL, Fatoumata CAMARA, El Hadj Mahmoud BA, Monique GASCOIN, Zakaria BENHAMRA, Jean-Luc LE COROLLER, Valérie GOBERTIERE, François RONGET, Anne RAYNAL, Albert PRISSETTE, Charlotte LE PROVOST, Lahoucin EL BATAH, YAHMI Séreña, Laurent RIVOIRE, Souad TERKI, Karim HAMRANI (*jusqu'à 00h00*), Laurence CORDEAU (*jusqu'à 00h40*), Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Julien RAGAZ, Jean-Paul LEFEBVRE.

**Absents ayant donné mandat :**

*Baptiste GERBIER a donné pouvoir à Dominique BUSSON*

*Françoise CELATI a donné pouvoir à Florent LACAILLE-ALBIGES*

*Laurence CORDEAU a donné pouvoir à Laurent RIVOIRE (à compter de 00h40)*

**Absents sans avoir donné mandat :**

*Karim HAMRANI à partir de 00h00*

e quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

# JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020

## A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Date de transmission : 11 septembre 2020

### I – DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

### II - COMMUNICATIONS DU MAIRE

### III - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU PRECEDENT CONSEIL MUNICIPAL

### IV – DÉCISIONS DU MAIRE

### V - NOTICES - PROJETS DE DELIBERATIONS

N°1.	<u>DELEGATION DE POUVOIRS AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL</u>	5
N°2.	<u>DESIGNATION DES REPRESENTANTS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES</u>	9
N°3.	<u>DESIGNATION DES VICES-PRESIDENTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET D'UN REPRESENTANT A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT</u>	12
N°4.	<u>MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS</u>	14
N°5.	<u>GARANTIE D EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L OPERATION DE REHABILITATION DE L ENSEMBLE IMMOBILIER MICHELET DE 157 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUEE A NOISY LE SEC</u>	22
N°6.	<u>GARANTIE D EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L OPERATION DE REHABILITATION DE L ENSEMBLE IMMOBILIER LONDEAU CONSTITUE DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS</u>	27
N°7.	<u>T-ZEN 3 DE PORTE DE PANTIN (PARIS) AUX PAVILLONS-SOUS-BOIS. CONVENTION DE PARTICIPATION DES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DE LA TRANCHE N°1 DE TRAVAUX.</u>	30
N°8.	<u>SUPPRESSION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE (ZAC) DES GUILLAUMES</u>	33
N°9.	<u>AVENANT N° 1 A LA CONVENTION FINANCIERE DU DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE ENTRE EST-ENSEMBLE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC.</u>	36
N°10.	<u>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET L'UNIC@N/B POUR LA CRÈCHE LE JARDIN DE CLÉMENTINE</u>	39

<b><u>N°11. APPROBATION DE LA SUBVENTION LIEE A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION DU CERCLE DES NAGEURS NOISEENS POUR LA SAISON 2019 - 2020</u></b>	<b>41</b>
<b><u>N°12. APPROBATION DE LA SUBVENTION LIEE A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION OLYMPIQUE NOISY-LE-SEC BANLIEUE 93 POUR LA SAISON 2019 - 2020</u></b>	<b>46</b>
<b><u>N°13. RETROCESSION DE L'ALLEE DES ARTISTES AU PROFIT DE LA COMMUNE</u></b>	<b>50</b>
<b><u>N°14. CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE POUR LES SERVICES PUBLICS LOCAUX : DÉSIGNATION DES MEMBRES</u></b>	<b>52</b>
<b><u>N°15. MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITES DES ELUS</u></b>	<b>55</b>
<b><u>N°16. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX ASSOCIATIONS NOISEENNES AYANT OEUVRE DURANT LA CRISE SANITAIRE</u></b>	<b>53</b>

*(\*Délibérations n°4-5-6-7-8-9-10-13, 15 et 16 disposent d'annexes)*

# **JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020**

## **A 19 H 30**

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

**Le maire annonce l'ouverture de la séance**

### **I - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE**

Monsieur le Maire propose Jean-Luc LECOROLLER en tant que secrétaire de séance.

**UNANIMITE**

**La désignation du secrétaire de séance est approuvée**

### **II - COMMUNICATIONS DU MAIRE :**

- Arrivée de Monsieur Brice DAYOT au sein de la Direction Générale
- Un arrêté municipal sera pris interdisant le protoxyde d'azote
- Une subvention exceptionnelle sera présentée au vote lors du prochain Conseil Municipal pour le Liban
- Constitution et création des groupes politiques et le nouveau règlement intérieur sera présenté lors du Conseil Municipal de décembre (après discussion et échanges avec les groupes d'opposition)
- Abandon du projet GREEN CITY sur le square TRUFFAUT

### **III – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JUILLET 2020**

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 11 juillet 2020 est soumis à l'approbation du conseil municipal.

**UNANIMITÉ**

**Le compte-rendu est approuvé**

#### IV – DÉCISIONS DU MAIRE

DM20_39	18/06/2020	Dépôt de permis de construire pour reconstruction du groupe scolaire Langevin et le complexe sportif associé
DM20_43	18/06/2020	Approbation de la convention de production d'oeuvres passée entre Félix et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain, dans le cadre d'une exposition personnelle
DM20_44	18/06/2020	Approbation de la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée entre l'ATELIER PIERRE PIERRE saison 2020-2021 et la Ville, pour La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec
DM20_45	19/06/2020	Approbation de la convention de production et de représentation d'oeuvres passée entre Chloé JAVAUX et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de l'évènement "Après"
DM20_46	19/06/2020	Approbation de la convention de production et de représentation d'oeuvres passée entre Mathilde GELDHOFF et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de "L'été du canal"
DM20_49	01/07/2020	Cloture de la régie d'avances pour le fonctionnement de la Direction des Affaires Culturelles
DM20_50	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association 1,2,3 Soleil au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_51	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association A la rencontre des coeurs au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_52	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association ASSN au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_53	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association Compagnie de l'imaginaire au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_54	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association LND au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_55	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association Méli Mélo Family au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_56	03/07/2020	Versement d'une subvention à l'association Noisy Tous Unis au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM20_57	23/07/2020	Approbation de la convention de représentation d'oeuvre passée entreThéodora BARAT et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre d'un jury de résidence
DM20_58	23/07/2020	Approbation de la convention de représentation d'oeuvre passée entre Pauline TOYER et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre d'un jury de résidence
DM20_59	18/08/2020	Régie d'avance pour le fonctionnement des centres de loisirs sans hébergement ainsi que le frais de séjour dans les camps extérieurs à la ville durant les vacances scolaires d'été
AOO 2012/4394	10/07/2020	Avenant de prolongation d'une durée de 15 jours au Marché d'exploitation et de maintenance des installations thermiques de la ville de Noisy-le-Sec Délai d'exécution : 7 ans Montant de l'avenant HT : 6 312 888,18 € HT IDEX énergie - 12 Rue des Chardonnets - 95948 - Roissy Charles de Gaulle
	13/07/2020	Marché de location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrants par autocars de 20,30,55 places ou

AOO 2020/4717		plus avec conducteurs - lot 1 : location car avec conducteurs dans le secteur de Ceuze et pour le transport Manteyer/Noisy-le-Sec Délai d'exécution : 1 + 3 ans Montant : mini annuel 13 000 € H.T. Maxi annuel 45 000 € H.T. Transports Sabatier - 83 Rue de Ceuze - 05110 - La Saulce
AOO 2020/4717	13/07/2020	Location de véhicules pour le transport en commun de mineurs accompagnés d'adultes encadrants par autocars de 20,30,55 places ou plus avec conducteurs - lot 2 : location de cars avec conducteur dans le secteur de l'île d'Oléron transport d'enfants dans le cadre de classes découvertes au printemps Délai d'exécution : 4 ans Montant : mini annuel 6000 € H.T. Maxi annuel 10 000 € H.T. SAS STEPIEN - 139/141 Avenue de la division Lerclerc - 93700 - Drancy
MAPA 2020/4711	23/07/2020	Location de véhicules pour le transport en commun de personnes par autocars de 35,55 places et plus avec conducteur Délai d'exécution : 1 + 3 ans Montant : maxi annuel 50 000 € H.T. PNA AERIAL - 3 Rue de la Mare Poissy - 95380 - Villeron
AOO 2020/4707	27/07/2020	Achat de fournitures scolaires, de manuels scolaires, parascolaires, dictionnaires et livres de fournitures pour arts plastiques et loisirs créatifs de jeux et jouets (de 0 à 12 ans) - lot 1 : fournitures scolaires Délai d'exécution : 1 + 3 ans Montant : maxi annuel 45 000 € H.T. Librairie Laïque - 1 Route de Montredon - 43000 - Le Puy en Velay
AOO 2020/4707	28/07/2020	Achat de fournitures scolaires, de manuels scolaires, parascolaires, dictionnaires et livres de fournitures pour arts plastiques et loisirs créatifs de jeux et jouets (de 0 à 12 ans) - lot 2 : manuels scolaires -lot 4 : loisirs créatifs Délai d'exécution : 1 + 3 ans Montant : lot 2 : maxi annuel 45 000 € H.T. lot 4 : maxi annuel 45 000 € H.T. Scop Savoir Plus - 18 Bd des Fontenelles - 49320 - Brissac sur Loire
AOO 2020/4707	27/07/2020	Achat de fournitures scolaires, de manuels scolaires, parascolaires, dictionnaires et livres de fournitures pour arts plastiques et loisirs créatifs de jeux et jouets (de 0 à 12 ans) - lot 3 : arts plastique -lot 5 : jeux et jouets Délai d'exécution : 1 + 3 ans Montant : lot 3 : maxi annuel 85 000 € H.T. lot 5 : maxi annuel 95 000 € H.T. Papeteries Pichon - 97 Rue Jean Perrin- BP 315 - 42353 - La Talaudière cedex
AOO 2020/4707	27/07/2020	Achat de fournitures scolaires, de manuels scolaires, parascolaires, dictionnaires et livres de fournitures pour arts plastiques et loisirs créatifs de jeux et jouets (de 0 à 12 ans) - lot 6 : jeux de société Délai d'exécution : 1+3 ans Montant : maxi annuel 55 000 € H.T. Didacto - 33 rue Auber - 94400 - Vitry sur Seine
AOO 2020:4714	03/08/2020	Marché multi technique d'exploitation avec gros entretien des installations thermiques de la ville et du CCAS Délai d'exécution : 5 ans + 2 ans Montant : Sans montant minimum – Sans montant maximum ENGIE Solutions - 4 Rue de l'Eclipse - 95800 - Cergy

## **1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **DELEGATION DE POUVOIRS AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Rapporteur :** Mr Olivier SARRABEYROUSE

En application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut déléguer au maire un certain nombre de pouvoirs qui relèvent de sa compétence. Les décisions prises sur le fondement de cette délégation sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations du conseil municipal. Elle font en outre l'objet d'un compte-rendu par le maire aux conseillers municipaux en séance de l'assemblée délibérante.

Par ailleurs, le Conseil municipal peut autoriser l'exécution, en cas d'empêchement du maire, des pouvoirs délégués par son remplaçant dans les termes de l'article L2122-17 du Code général des collectivités territoriales. En exécution des articles L. 2122-18 et L2122-19 du Code général des collectivités territoriales, le maire peut également autoriser, par arrêté, la subdélégation des compétences à ses adjoints, aux autres membres du conseil municipal si tous les adjoints sont titulaires d'une délégation, aux membres de la direction générale et aux responsables de services.

Par une délibération n°2020/07-08 du 3 juillet 2020 le Conseil municipal a délégué les compétences prévues aux paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales alors applicable. Or, l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, fait référence, à la délégation de pouvoirs supplémentaires au maire (les paragraphes 26, 27 et 28) ou modifier les pouvoirs pouvant déjà être délégués qui ont été omis dans ladite délibération et ou non pas été repris dans leur complétude notamment en ce qui concerne

- la possibilité de déléguer le pouvoir de créer, modifier ou supprimer les régies comptables, alors que précédemment seule la création était autorisée.
- la possibilité de déléguer le pouvoir de transiger dans la limite de 1000 euros.
- la possibilité d'exercer mais aussi de déléguer le droit de préemption commercial.

Il est par conséquent demandé au conseil municipal :

- de maintenir les pouvoirs délégués au maire, le cas échéant modifiés selon la version en vigueur de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de conférer des nouveaux pouvoirs au maire ;
- d'autoriser l'exercice de ces pouvoirs par le remplacement du maire en cas d'empêchement ;
- d'autoriser leur subdélégation aux adjoints du maire, aux autres membres du conseil municipal si l'ensemble des adjoints sont titulaires d'une délégation, aux membres de la direction générale et aux responsables des services municipaux.

### **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17, L. 2122-18, L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu la délibération n°2020/07-08 du 3 juillet 2020 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés du maire 20-262, 20-263, 20-264, 20-265, 14-880 20-266, 20-267, 20-268, 20-269, 14-884 20-270, 20-271, 20-272, 20-273, 20-274, 20-275 du 17 juillet 2020, 20-288 et 289 du 27 juillet 2020 portant délégations de pouvoirs au profit des adjoints du maire,

Vu les arrêtés du maire 20-203, 20-204, 20-205, 20-206, 20-207, 20-208, 20-209, 20-210, 20-211, 20-212, 20-213, 20-214, 20-214, 20-215, 20-216, 20-217, 20-218, 20-219, 20-220 du 7 juillet 2020, 20-249 du 10 juillet 2020 et 20-251 du 11 juillet 2020 portant délégations de signature aux membres de la direction générale et aux responsables de services communaux,

Considérant les nécessités de fonctionnement des services municipaux,

Considérant l'intérêt de modifier les pouvoirs délégués au maire par le conseil municipal et que celui-ci lui en confère de nouveaux,

## DELIBERE

### Article 1 :

Le maire est chargé par délégation du conseil municipal et pour la durée de son mandat de prendre les décisions à l'effet :

1 - D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2 - De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

3 - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4 - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5 - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6 - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7 - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8 - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9 - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10 - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11 - De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12 - De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13 - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14 - D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire sans limite de montant du bien aliéné ;

15 - D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

Cette délégation comprend le pouvoir d'ester en justice aussi bien en demande qu'en défense, en première instance, appel, cassation, auprès des juridictions ordinaires et spécialisée de l'ordre judiciaire et administratif. Elle comprend également le droit de porter plainte au nom de la ville et de se constituer partie civile ;



16 - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000 euros par véhicule endommagé ;

17 - De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18 - De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19 - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

20 - D'exercer ou de déléguer au nom de la commune le droit de préemption urbain dans les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité en vue d'aliéner à titre onéreux des fonds artisanaux, des fonds de commerce ou des baux commerciaux sans limite de montant du fonds ou du bail aliéné.

21 - D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

22 - De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23 - D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24 - D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

25 - De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

26 - De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux dans la limite de 10 000 000 euros par projet objet de la demande d'autorisation d'urbanisme. ;

27 - D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28 - D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

#### Article 2 :

Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'élus assurant son remplacement.

#### Article 3 :

Les attributions mentionnées à l'article 1 peuvent faire l'objet de subdélégation aux adjoints du maire, et s'ils disposent tous d'une délégation, aux autres membres du conseil municipal.

#### Article 4 :

Les attributions mentionnées à l'article 1 peuvent faire l'objet d'une subdélégation aux membres de la direction générale et aux responsables de services communaux.

Article 5 :

La délibération n°2020/07-08 du 3 juillet 2020 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales est abrogée sans rendre caduque les subdélégations prises sur son fondement, celles-ci ayant désormais pour base la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**PROPOSITION D'UN AMENDEMENT :**

Il est proposé de modifier le point 26 en abaissant le seuil de 10 000 000 d'euros à 1 000 000 d'euros

<b>POUR :</b>	<b>1</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE</b>
<b>CONTRE</b>	<b>38</b>	<b>Majorité Municipale (sauf Florent LACAILLE-ALBIGES), Laurent RIVOIRE, Dref MENDACI, Karim HAMRANI, Julien-Jack RAGAZ</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>5</b>	<b>Florent LACAILLE-ALBIGES, Laurence CORDEAU, Thomas FRANCESCHINI, Souad TERKI, Jennifer JOBARD</b>

**L'amendement est rejeté**

**Vote de la délibération en l'état initial :**

<b>POUR :</b>	<b>41</b>	<b>Majorité Municipale, 100% Noisy (sauf Laurence CORDEAU)°</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>2</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE, Laurence CORDEAU</b>

**La délibération est adoptée**

## 2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

### DESIGNATION DES REPRESENTANTS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

L'article D.411-1 du Code de l'éducation prévoit que dans chaque école maternelle et élémentaire est institué un conseil d'école qui comprend le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal.

L'article R421-14 du Code de l'éducation précise que sous réserve des dispositions du II du présent article et de celles de l'article R. 421-16, le conseil d'administration des collèges et des lycées comprend : (...) Deux représentants de la commune siège de l'établissement.

Si par délibération n°2020/07-02-08 du 11 juillet 2020 a bien désigné le bon nombre de représentants au sein des écoles primaires et maternelles, la Ville a bien désigné le bon nombre d'élus au sein des écoles maternelles, le nombre de représentant au sein des Collèges et Lycées contient une erreur matérielle qu'il y a lieu de rectifier,

En effet, Les désignations étaient les suivantes

**21 conseils d'écoles :**

***E.M.PU : école maternelle publique***

***E.E.PU : école élémentaire publique***

***E.P.PU : école primaire publique (maternelle + élémentaire)***

Type	Nom	Élu-e proposé-e
E.M.PU	<u>Guillaume Apollinaire</u>	Prissette Albert
E.M.PU	<u>Bayard</u>	Bord Corinne
E.M.PU	<u>Aimé Césaire</u>	El Batah Lahoucin
E.M.PU	<u>Condorcet</u>	Samia Fettal
E.M.PU	<u>d'Estienne d'Orves</u>	Ronget François
E.M.PU	<u>Leon Gambetta</u>	Celati Françoise
E.M.PU	<u>Anémones</u>	Fatoumata Camara
E.M.PU	<u>Les Bleuets</u>	El Batat Lahoucin
E.M.PU	<u>Petit Prince</u>	Benhamra Zakaria
E.P.PU	<u>Jean Renoir</u>	Bouaziz Philippe
E.M.PU	<u>Arthur Rimbaud</u>	Sehouane Samia
E.E.PU	<u>Pierre Lerenard</u>	Anne Déo
E.E.PU	<u>Pierre Brossolette</u>	Le Provost Charlotte
E.E.PU	<u>Carnot</u>	Bruno Martinez
E.E.PU	<u>Cottureau</u>	Monique Gascoin
E.E.PU	<u>d'Estienne d'Orves</u>	Sandrine Louet
E.E.PU	<u>Paul Langevin</u>	Busson Dominique
E.E.PU	<u>Henri Quatremaire</u>	Lacaille Florent

<b>E.E.PU</b>	<u>Arthur Rimbaud</u>	<b>Lounis Hakima</b>
<b>E.P.PU</b>	<u>Alfred De Musset</u>	<b>Raynal Anne</b>
<b>E.P.PU</b>	<u>George Sand</u>	<b>Grünebaum Julie</b>

#### **4 conseils d'administration de collèges :**

Collège Françoise Héritier : Yahmi Serena  
Collège René Cassin : Lascoux Patrick  
Collège Jacques Prévert : Labidi Medy  
Collège Olympe de Gouges : Grünebaum Julie

#### **2 conseils d'administration de lycées :**

Lycée général et technologique Olympe de Gouge : Grünebaum Julie  
Lycée professionnel Théodore Monod : Fettal Samia

Il est demandé dans un premier temps de remplacer, pour les écoles suivantes, les représentants :

Pour Aimé Césaire, El Batah Lahoucin est remplacé par El Ba Hadj  
Pour Arthur Rimbaud, Sehouane Samia est remplacée par Mokri Naima

<b>E.M.PU</b>	<u>Aimé Césaire</u>	<b>BA El Hadj</b>
<b>E.M.PU</b>	<u>Arthur Rimbaud</u>	<b>MOKRI Naima</b>

Ainsi pour les Collègues et Lycées, il y a lieu de modifier et de compléter le nombre de représentants en y ajoutant un représentant supplémentaire :

#### **4 conseils d'administration de collèges :**

Au Collège Françoise Héritier, en plus de Yahmi Serena est désigné François Ronget ,  
Au Collège René Cassin , en plus de Lascoux Patrick est désignée Sandrine Louet ,  
Au Collège Jacques Prévert, en plus de Labidi Medy,est désignée Françoise Celati ,  
Au collège Collège Olympe de Gouges, en plus de Grünebaum Julie, est désignée Monique Gascoin,

#### **2 conseils d'administration de lycées :**

Au Lycée général et technologique Olympe de Gouge, en plus de Grünebaum Julie, est désigné Dominique Busson  
Au Lycée professionnel Théodore Monod en plus de Fettal Samia, est désignée Valérie Gobertière

### **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-21 et L. 2121-33,

Vu l'article D.411-1 du Code de l'éducation relatif à la composition des conseils d'écoles primaires et maternelles,

Vu l'article L.421-14 du Code de l'éducation relatif à la composition des conseils d'administration des établissements d'enseignement secondaire,

Vu la délibération n°2020/07-02-08 du 11 juillet 2020 désignant les représentants au sein des établissements scolaires,

Considérant que cette dernière contient des erreurs matérielles quant à la nomination du nombre exacte de représentants et qu'il y a lieu de la modifier,

Considérant qu'il y a eu lieu aussi de modifier la désignation de deux élus sur les écoles élémentaire Aimé Césaire ET Arthur Rimbaud,

Considérant qu'il y a lieu de désigner le nombre suffisant de représentants du Conseil municipal au sein des établissements scolaires et notamment au sein des collèges et lycées et de procéder au remplacement d'élus aux écoles Aimé Césaire et Arthur Rimbaud,

Considérant la liste des délégués présentée au Conseil municipal,

## DÉLIBÈRE

### Article 1 :

Modifie la délibération n°2020/07-02-08 du 11 juillet 2020 en complétant le nombre de représentants au sein des Collèges et Lycées,

### Article 2 :

Procède au remplacement des représentants du Conseil municipal pour les écoles suivantes :

Aimé Césaire, El Batah Lahoucin est remplacé par Ba El Hadj  
Arthur Rimbaud, Sehouane Samia est remplacée par Mokri Naima

E.M.PU	<u>Aimé Césaire</u>	Ba El Hadj
E.M.PU	<u>Arthur Rimbaud</u>	Mokri Naima

### Article 3 :

Désigne un représentant supplémentaire du Conseil municipal au sein des Collèges et Lycées suivants :

#### **4 conseils d'administration de collèges :**

Au Collège Françoise Héritier, en plus de Yahmi Serena est désigné François Ronget ,  
Au Collège René Cassin , en plus de Lascoux Patrick est désignée Sandrine Louet ,  
Au Collège Jacques Prévert, en plus de Labidi Medy,est désignée Françoise Celati ,  
Au collège Collège Olympe de Gouges, en plus de Grünebaum Julie, est désignée Monique Gascoin,

#### **2 conseils d'administration de lycées :**

Au Lycée général et technologique Olympe de Gouge, en plus de Grünebaum Julie, est désigné Dominique Busson  
Au Lycée professionnel Théodore Monod en plus de Fettal Samia, est désignée Valérie Gobertière

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr),

## **PROPOSITION D'AMENDEMENT :**

### **Suppression de l'article 3 qui est le suivant**

#### Article 3 :

Désigne un représentant supplémentaire du Conseil municipal au sein des Collèges et Lycées suivants :

#### **4 conseils d'administration de collèges :**

Au Collège Françoise Héritier, en plus de Yahmi Serena est désigné François Ronget ,  
Au Collège René Cassin , en plus de Lascoux Patrick est désignée Sandrine Louet ,  
Au Collège Jacques Prévert, en plus de Labidi Medy,est désignée Françoise Celati ,  
Au collège Collège Olympe de Gouges, en plus de Grünebaum Julie, est désignée Monique Gascoin,

Cette suppression implique la modification de l'article 1 mais aussi les considérants du rapport.

<b>POUR :</b>	<b>41</b>	<b>Majorité Municipale (sauf François RONGET) – Groupe 100% Noisy</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>2</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE – François RONGET</b>

**L'amendement est adopté**

**Vote de la délibération amendée:**

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-21 et L. 2121-33,

Vu l'article D.411-1 du Code de l'éducation relatif à la composition des conseils d'écoles primaires et maternelles,

Vu l'article L.421-14 du Code de l'éducation relatif à la composition des conseils d'administration des établissements d'enseignement secondaire,

Vu la délibération n°2020/07-02-08 du 11 juillet 2020 désignant les représentants au sein des établissements scolaires,

Considérant qu'il y a eu lieu aussi de modifier la désignation de deux élus sur les écoles élémentaire Aimé Césaire et Arthur Rimbaud,

Considérant la liste des délégués présentée au Conseil municipal,

## **DÉLIBÈRE**

Article 1 :

Modifie la délibération n°2020/07-02-08 du 11 juillet 2020 en modifiant les représentants dans deux écoles élémentaires.

Article 2 :

Procède au remplacement des représentants du Conseil municipal pour les écoles suivantes :

Aimé Césaire, El Batah Lahoucin est remplacé par BA El Hadj  
Arthur Rimbaud, Sehouane Samia est remplacée par Mokri Naima

<b>E.M.PU</b>	<b><u>Aimé Césaire</u></b>	<b>Ba El Hadj</b>
<b>E.M.PU</b>	<b><u>Arthur Rimbaud</u></b>	<b>Mokri Naima</b>

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

<b>POUR :</b>	<b>42</b>	<b>Majorité municipale – Groupe 100% Noisy</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE</b>

**La délibération est adoptée**

### **3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **DESIGNATION DES VICES-PRESIDENTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET D'UN REPRESENTANT A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT**

**Rapporteur :** Mr Olivier SARRABEYROUSE

L'article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales qui précise : « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. »

L'article R. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales précise : « Le mandat des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires au conseil d'administration ou au conseil de surveillance prend fin : - en ce qui concerne ceux d'une commune lors du renouvellement intégral du conseil municipal » ;

Les statuts de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, notamment l'article 15 et suivants (articles 15.1.1 et suivants) qui fixent le nombre de sièges au sein de son Conseil d'administration à douze, dont huit pour la ville.

Par délibération n°2020/07-2-14 du 11 juillet 2020, le Conseil municipal a désigné les 8 conseillers municipaux représentants la Ville ainsi que Monsieur Olivier SARRABEYROUSE comme Président directeur général.

Il est demandé désormais au Conseil municipal :

- de désigner Monsieur Claude Grenier comme représentant permanent à l'Assemblée générale des actionnaires de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat ;
- d'autoriser Madame Samia SEHOUANE .et Madame Charlotte LEPROVOST à briguer les deux postes de Vice-Présidentes du conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat ;

#### **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1524-5 et R. 1524-3 et suivants ainsi que l'article L2121-33,

Vu l'article L. 225-17 du Code de commerce,

Vu les articles L. 225-19, L. 225-48 et L. 225-70 du Code de commerce,

Vu les statuts de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat,

Vu la séance du 3 juillet 2020 portant installation du Conseil municipal,

Vu la délibération n°2020/07-2-14 désignant les représentants de la Ville au sein du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat,

Considérant qu'il y a lieu désormais de désigner un(e) représentant(e) à l'assemblée générale de la SAEM ainsi que deux conseillers pour briguer deux postes de Vice-Présidentes,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil municipal désigne Monsieur Claude Grenier comme représentant de la Ville à l'Assemblée Générale de la SEM Noisy-le-Sec Habitat :

Article 2 :

Autorise Madame Samia SEHOUE et Madame Charlotte LEPROVOST à briguer les deux postes de Vice-Présidentes au sein du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**PROPOSITION D'AMENDEMENT :**

Modification de l'article 1 comme suit :

Article 1 :

Le Conseil municipal désigne Madame Samia SEHOUE comme représentant de la Ville à l'Assemblée Générale de la SEM Noisy-le-Sec Habitat :

<b>POUR :</b>	<b>34</b>	<b>Majorité Municipale</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>9</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE-Groupe 100% Noisy</b>

**L'amendement est adopté**

**Vote de la délibération amendée :**

**DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1524-5 et R. 1524-3 et suivants ainsi que l'article L2121-33,

Vu l'article L. 225-17 du Code de commerce,

Vu les articles L. 225-19, L. 225-48 et L. 225-70 du Code de commerce,

Vu les statuts de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat,

Vu la séance du 3 juillet 2020 portant installation du Conseil municipal,

Vu la délibération n°2020/07-2-14 désignant les représentants de la Ville au sein du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat,

Considérant qu'il y a lieu désormais de désigner un(e) représentant(e) à l'assemblée générale de la SAEM ainsi que deux conseillers pour briguer deux postes de Vice-Présidentes,



## DELIBERE

### Article 1 :

Le Conseil municipal désigne Madame Samia SEHOUEANE comme représentante de la Ville à l'Assemblée Générale de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat :

### Article 2 :

Autorise Madame Samia SEHOUEANE et Madame Charlotte LEPROVOST à briguer les deux postes de Vice-Présidentes au sein du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

<b>POUR :</b>	<b>34</b>	<b>Majorité Municipale</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>9</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE-Groupe 100% Noisy</b>

**La délibération est adoptée**

#### 4 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

##### MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

**Rapporteur :** Mme Pascale LABBE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs de la Ville en fonction des derniers mouvements de personnel, des besoins en recrutements sur emplois vacants, et des ajustements organisationnels justifiant des créations d'emplois permanents nécessaires au bon fonctionnement des services.

A - Les postes à créer au tableau des emplois permanents par direction :

##### Direction de la population et du guichet unique :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**agent accueil**, suite à la réintégration de l'agent titulaire après une disponibilité pour convenances personnelles de longue durée ayant conduit à le remplacer sur son grade d'origine.

##### Direction de la cohésion sociale – petite enfance :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**agent accueil** suite à la réintégration de l'agent titulaire après une disponibilité pour convenances personnelles de longue durée ayant conduit à le remplacer sur son grade d'origine.

- 1 auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe à temps complet pour exercer les fonctions d'**auxiliaire de puériculture**, suite à la démission de l'agent affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

L'emploi vacant sur le grade d'auxiliaire de puériculture pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

##### Direction de la proximité urbaine :

- 1 rédacteur territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé(e) de mission logement**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.

L'emploi vacant sur le grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé (e) de la valorisation et de la gestion patrimoniale**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

L'emploi vacant sur le grade d'adjoint administratif territorial principal de 1ère classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

##### Direction des espaces publics – service espaces verts :

- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **jardinier**, suite à la disponibilité pour convenances personnelles de l'agent titulaire affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

L'emploi vacant sur le grade d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**Agent Technique des Ecoles (ATE)** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste, partie avec son support, et qu'il convient de remplacer dans sa direction d'origine.
- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**Agent Technique des Ecoles (ATE)** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste, partie avec son support, et qu'il convient de remplacer dans la direction d'origine.

Direction des Ressources Humaines :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **gestionnaire formation** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste qui détient un autre grade.

Direction générale:

- 1 rédacteur territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**assistante de direction** suite à la mutation de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.

L'emploi vacant sur le grade rédacteur territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

- 1 administrateur territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général des services**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.

Ce poste a pour missions principales, de mettre en œuvre, sous la direction du Maire et en lien avec l'ensemble des élus délégués, les politiques déclinées par l'équipe municipale, à ce titre, il dirige l'ensemble des services et coordonne l'organisation de l'administration.

Pour cet emploi d'encadrement supérieur de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

L'emploi vacant sur le grade d'administrateur territorial hors classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

- 1 attaché principal territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général adjoint des services en charge des relations à l'usager, à la solidarité et à la citoyenneté**. Ce poste a pour missions principales, de participer au collectif de direction générale et de représenter son secteur au sein de la collectivité. Il coordonne les directions et services de son secteur et par délégation, met en œuvre, régule, contrôle et évalue l'activité des directions opérationnelles lui étant rattachées.

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, ces postes d'encadrement fonctionnel pourront être pourvus par des agents non titulaires, conformément aux dispositions du décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 relatif au recrutement direct dans les emplois de direction de la fonction publique territoriale, publié au JO du 15 mars 2020.

- 1 directeur territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général adjoint des services « Ville éducative »**, suite à la vacance de l'emploi crée sur un autre grade. Ce poste a pour missions principales, de participer au collectif de direction générale et de représenter son secteur au sein de la collectivité. Il coordonne les directions et services de son secteur et par délégation, met en œuvre, régule, contrôle et évalue l'activité des directions opérationnelles lui étant rattachées.

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

L'emploi vacant sur le grade d'administrateur hors classe pourra être supprimé ultérieurement, après avis du comité technique compétent.

Il convient d'ajouter que le grade d'avancement de directeur territorial étant en voie d'extinction, cet emploi ne pourra être pourvu que par un titulaire déjà détenteur de ce grade.

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé(e) de mission « partenariat et innovation territoriale »**. Ce poste a notamment pour missions principales, d'animer une réflexion collective sur les politiques et actions publiques qui favorisent l'innovation, d'accompagner la direction générale sur les volets organisationnels et partenariaux, de valoriser le rôle des élus dans la formalisation d'une politique publique structurante.

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, ce poste pourra être pourvu par un agent non titulaire.

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 relatif au recrutement direct dans les emplois de direction de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 2020/06-10 du 18 juin 2020 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Vu l'avis du comité technique en date du 10 septembre 2020 relatif à la réorganisation du collectif de direction générale,

Considérant les derniers mouvements de personnel, les besoins en recrutements sur emplois vacants, et des ajustements organisationnels justifiant des créations d'emplois permanents nécessaires au bon fonctionnement des services.

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs.

## DÉLIBÉRÉ

### Article 1 :

Approuve les créations d'emplois permanents suivantes :

#### Direction de la population et du guichet unique :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**agent accueil**, suite à la réintégration de l'agent titulaire après une disponibilité pour convenances personnelles de longue durée ayant conduit à le remplacer sur son grade d'origine.

#### Direction de la cohésion sociale – petite enfance :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**agent accueil** suite à la réintégration de l'agent titulaire après une disponibilité pour convenances personnelles de longue durée ayant conduit à le remplacer sur son grade d'origine.
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe à temps complet pour exercer les fonctions d'**auxiliaire de puériculture**, suite à la démission de l'agent affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

#### Direction de la proximité urbaine :

- 1 rédacteur territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé(e) de mission logement**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.
- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé (e) de la valorisation et de la gestion patrimoniale**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

#### Direction des espaces publics – service espaces verts :

- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **jardinier**, suite à la disponibilité pour convenances personnelles de l'agent titulaire affecté sur le poste, et qui détenait un autre grade.

#### Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**Agent Technique des Ecoles (ATE)** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste dans une autre direction, et qu'il convient de remplacer dans sa direction d'origine.
- 1 adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**Agent Technique des Ecoles (ATE)** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste dans une autre direction, et qu'il convient de remplacer dans la direction d'origine.

#### Direction des Ressources Humaines :

- 1 adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **gestionnaire formation** suite à la mobilité interne de l'agent titulaire affecté sur le poste qui détient un autre grade.

#### Direction générale:

- 1 rédacteur territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'**assistante de direction** suite à la mutation de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.
- 1 administrateur territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général des services**, suite à la mutation de l'agent titulaire affecté sur le poste et qui détenait un autre grade.  
Ce poste a pour missions principales, de mettre en œuvre, sous la direction du Maire et en lien avec l'ensemble des élus délégués, les politiques déclinées par l'équipe municipale, à ce titre, il dirige l'ensemble des services et coordonne l'organisation de l'administration.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en gestion des administrations publiques, et d'une expérience significative dans l'encadrement supérieur de services au sein d'une collectivité territoriale.

La rémunération est établie entre le 1er et le 9ème échelon du grade d'administrateur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade d'administrateur territorial, et au niveau de responsabilité de l'emploi fonctionnel de directeur général des services.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984, et du décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 relatif au recrutement direct dans les emplois de direction de la fonction publique territoriale. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Le CDD de l'agent est renouvelable par périodes d'une durée maximale de trois ans, dans la limite de six ans. La reconduction du contrat n'ouvre droit ni à un CDI, ni à une titularisation dans la fonction publique territoriale.

- 1 attaché principal territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général adjoint des services en charge des relations à l'usager, à la solidarité et à la citoyenneté**. Ce poste a pour missions principales, de participer au collectif de direction générale et de représenter son secteur au sein de la collectivité. Il coordonne les directions et services de son secteur et par délégation, met en œuvre, régule, contrôle et évalue l'activité des directions opérationnelles lui étant rattachées.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en gestion des administrations publiques, et d'une expérience significative dans l'encadrement de services au sein d'une collectivité territoriale.

La rémunération est établie entre le 1er et le 9ème échelon du grade d'attaché principal territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité de l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984, et du décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 relatif au recrutement direct dans les emplois de direction de la fonction publique territoriale. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Le CDD de l'agent est renouvelable par périodes d'une durée maximale de trois ans, dans la limite de six ans. La reconduction du contrat n'ouvre droit ni à un CDI, ni à une titularisation dans la fonction publique territoriale.

- 1 directeur territorial à temps complet détaché sur un emploi fonctionnel pour exercer les fonctions de **directeur général adjoint des services « Ville éducative »**, suite à la vacance de l'emploi créé sur un autre grade. Ce poste a pour missions principales, de participer au collectif de direction générale et de représenter son secteur au sein de la collectivité. Il coordonne les directions et services de son secteur et par délégation, met en œuvre, régule, contrôle et évalue l'activité des directions opérationnelles lui étant rattachées.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en gestion des administrations publiques, et d'une expérience significative dans l'encadrement de services au sein d'une collectivité territoriale.

La rémunération est établie entre le 1er et le 7ème échelon du grade de directeur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité de l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984, et du décret n° 2020-257 du 13 mars 2020 relatif au recrutement direct dans les emplois de direction de la fonction publique territoriale. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Le CDD de l'agent est renouvelable par périodes d'une durée maximale de trois ans, dans la limite de six ans. La reconduction du contrat n'ouvre droit ni à un CDI, ni à une titularisation dans la fonction publique territoriale.

- 1 attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé (e) de mission « partenariat et innovation territoriale »**. Ce poste a notamment pour missions principales, d'animer une réflexion collective sur les politiques et actions publiques qui favorisent l'innovation, d'accompagner la direction générale sur les volets organisationnels et partenariaux, de valoriser le rôle des élus dans la formalisation d'une politique publique structurante.

L'agent recruté doit justifier d'une formation de l'enseignement supérieur, et d'une expérience significative dans la conduite de projets structurants au sein d'une administration publique.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Le CDD de l'agent est renouvelable par périodes d'une durée maximale de trois ans, dans la limite de six ans.

#### Article 2 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 17 septembre 2020 est annexé à la présente délibération.

#### Article 3:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2020 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

<b>POUR :</b>	<b>34</b>	<b>Majorité Municipale</b>
<b>CONTRE</b>	<b>8</b>	<b>100% Noisy</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>0</b>	

**Jean-Paul Lefebvre ne prend pas part au vote (absent au moment du vote)**

**La délibération est adoptée**



## **5 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER MICHELET DE 157 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUEE A NOISY LE SEC**

**Rapporteur :** Mme Corinne BORD

En application des articles L.2252-1 et suivant du Code général des collectivités territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les Sociétés Anonymes d'HLM,

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune de Noisy-le-Sec par son courrier du 17 mars 2017 relative à l'opération de réhabilitation d'un ensemble immobilier "Michelet" de 157 logements collectifs à Noisy-le-Sec,

#### **Détail de l'opération :**

##### **Réhabilitation des logements**

###### **Les travaux de base**

- L'isolation par l'extérieur des façades par 14 cm de laine de roche,
- La réfection de l'étanchéité des terrasses avec la mise en place d'un isolant de 15 cm,
- Le remplacement de garde-corps des balcons,
- L'adaptation des persiennes existantes du rez-de-chaussée et 1<sup>er</sup> étage,
- L'isolation par flocage en sous face des retraits de façades en rez-de-chaussée ainsi que sur les planchers hauts des sous-sols,
- La mise en place d'une ventilation de type hygro B,
- La rénovation des halls (carrelage, éclairage, contrôle d'accès),
- La rénovation des cages d'escaliers et palières (sécurité incendie, électricité, peinture),
- Le remplacement des portes palières non coupe-feu par des ensembles BP1 CF1/2h,
- La mise aux normes de l'électricité des parties privatives,
- La rénovation des salles de bain et WC (sanitaires, faïences, peinture),
- Le remplacement des robinets gaz existants par des ROAI, et l'obturation des pelles VO dans les cuisines,
- Le traitement du parking par reprise des poussées de fer, traitement des points singuliers (relevés au droit des édicules de ventilation, joints de dilatation) et mise en peinture des murs et plafonds,
- La création d'abris containers extérieurs dans le cadre d'une externalisation du tri sélectif,

ont été rajoutés après validation de la fiche APD :

- La fermeture partielle des espaces sous les tours pour création d'un nouvel espace d'accueil, création de local tri, locaux encombrants,
- La création d'un jardin partagé en fond de parcelle ainsi que la mise en place de jardinières paysagères sur la dalle du parking,
- L'étanchéité en asphalte globale du parking,

#### **Le Plan de financement de l'opération:**

<b><u>Ressources :</u></b>	<b><u>Montant</u></b>	<b><u>En %</u></b>
Prêt CDC	4 200 000,00 €	90,77
Fonds propres	426 800,00 €	9,23
<b>TOTAL</b>	<b>4 626 800,00 €</b>	<b>100,00</b>

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 4 200 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie apportée par la Commune, la Société s'engage à lui réserver 30 logements, soit 20 % des 157 logements de la résidence (2 F2, 22 F3 et 7 F4), objet de la présente, répartis comme suit :

Lot	Adresse	Code postal	Commune	Nature de lot	Typologie	Etage	Superficie
S628L-0001	38 rue CARNOT	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	Rez-de-chaussée	71,00
S628L-0004	38 rue CARNOT	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	2ème étage	63,00
S628L-0015	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	2ème étage	63,00
S628L-0023	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	4ème étage	63,00
S628L-0027	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	5ème étage	63,00
S628L-0029	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	5ème étage	63,00
S628L-0034	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	6ème étage	63,00
S628L-0042	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	8ème étage	63,00
S628L-0046	65 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	9ème étage	63,00
S628L-0051	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	1er étage	63,00
S628L-0053	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	2ème étage	77,00
S628L-0054	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F2	2ème étage	48,00
S628L-0076	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	6ème étage	63,00
S628L-0080	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	7ème étage	61,00

S628L-0082	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	8ème étage	63,00
S628L-0091	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	9ème étage	63,00
S628L-0094	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F2	10ème étage	48,00
S628L-0096	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	10ème étage	63,00
S628L-0098	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	11ème étage	77,00
S628L-0102	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	12ème étage	63,00
S628L-0106	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	12ème étage	63,00
S628L-0111	59 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	13ème étage	63,00
S628L-0119	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	1er étage	61,00
S628L-0120	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	2ème étage	62,00
S628L-0123	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	2ème étage	60,00
S628L-0133	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	5ème étage	74,00
S628L-0134	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F3	5ème étage	60,00
S628L-0137	55 Boulevard MICHELET	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	6ème étage	74,00
S628L-0146	57 Rue HENRI BARBUSSE	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	1er étage	72,00
S628L-0148	57 Rue HENRI BARBUSSE	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	1er étage	71,00
S628L-0152	57 Rue HENRI BARBUSSE	93130	NOISY LE SEC	APT	F4	4ème étage	72,00

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 17 mars 2017 concernant l'opération réhabilitation de 157 logements, située 55-59 boulevard Michelet à Noisy-le-Sec, par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt du 30 avril 2020 de 4 200 000 € en annexe signé entre Immobilière 3F, ci après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garantie d'emprunt présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de quatre millions deux-cent mille euros (4 200 000 euros). Ce prêt est constitué de 2 lignes et destiné au financement de l'opération visée à l'Article "Objet du Prêt" et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant d'un million neuf-cent-quatre-vingt-dix-huit mille euros (1 998 000,00 euros);
- PAM Eco-prêt, d'un montant de deux millions deux-cent-deux mille euros (2 202 000,00 euros) ;

La commission des finances consultée.

DELIBERE

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de quatre millions deux-cent mille euros (4 200 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats du prêt du 30 avril 2020 de 4 200 000 €.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur la totalité de la somme contractuellement due par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **6 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER LONDEAU CONSTITUE DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS**

**Rapporteur :** Mme Corinne BORD

En application des articles L,2252-1 et suivant du Code général des collectivités territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les Sociétés Anonymes d'HLM,

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune de Noisy-le-Sec par son courrier du 21 Juin 2017 relative à l'opération de réhabilitation parc social public de 16 logements, située 162, rue de Brément à Noisy-le-Sec,

#### **Détail de l'opération :**

##### **Réhabilitation des logements**

Travaux de base :

- Isolation par l'extérieur des façades y compris brises soleil (ABF),
- Révision des menuiseries PVC existantes + occultations,
- Isolation des combles par deux couches croisées de laine de verre,
- Mise aux normes châssis de désenfumage,
- Remplacement de 2 portes bois accès côté cours des bâtiments par des portes en acier laqué dito
- façades avant,
- Remplacement des portes accès sous-sols par des portes CF 1/2h,
- Remplacement des armoires SG,
- Mise en sécurité de l'électricité dans les logements,
- Création d'une VMC hygro B.

Travaux en option :

- Contrôle d'accès des portes côté cours,
- Eclairage des parties communes,

#### **Le Plan de financement de l'opération:**

<b><u>Ressources :</u></b>	<b><u>Montant</u></b>	<b><u>En %</u></b>
Prêt CDC PAM	433 000,00 €	89,92
Fonds propres	48 558,00 €	10,08
<b>TOTAL</b>	<b>481 558,00 €</b>	<b>100,00</b>

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 433 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie apportée par la Commune, la Société s'engage à lui réserver 3 logements, soit 20 % des 16 logements de la résidence, objet de la présente, répartis comme suit :

Lot	Adresse	Code postal	Commune	Nature de lot	Typologie	Etage	Superficie
S630L-0001	162 Rue de Brément	93130	NOISY LE SEC	APPT	F2	Rez-de-Chaussée	46,00
S630L-0005	162 Rue de Brément	93130	NOISY LE SEC	APPT	F2	2ème étage	49,00
S630L-0011	1 Allée de Londeau	93130	NOISY LE SEC	APPT	F2	1 <sup>er</sup> étage	49,00

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 21 Juin 2017 concernant l'opération réhabilitation de 16 logements, située 162 rue de Brément à Noisy-le-Sec "Londeau", par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt du 30 avril 2020 de 433 000 € en annexe signé entre Immobilière 3F, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garantie d'emprunt présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de quatre cent trente-trois mille euros (433 000 euros),

La commission des finances consultée,

## DELIBERE

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de quatre cent trente-trois mille euros (433 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats du prêt du 30 avril 2020 de 433 000 €.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur la totalité de la somme contractuellement due par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**



## **7 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT**

### **T-ZEN 3 DE PORTE DE PANTIN (PARIS) AUX PAVILLONS-SOUS-BOIS. CONVENTION DE PARTICIPATION DES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DE LA TRANCHE N°1 DE TRAVAUX.**

**Rapporteur :** Mr Florent LACAILLE-ALBIGES

Le projet de T Zen 3 consiste en la création de 10 km d'une ligne de transport en commun en site propre de type Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Porte de Pantin (Paris) à la gare de Gargan (Pavillons-sous-Bois).

Il traverse les communes de Paris, Pantin, Romainville, Bobigny, Noisy-le-Sec, Bondy et Pavillons-sous-Bois.

Le Département de la Seine-Saint-Denis a été désigné, par délibération du Conseil du STIF, en octobre 2014, maître d'ouvrage de la conception et de la réalisation de l'ensemble de l'opération, exception faite du Site de Maintenance et de Remisage, qui est sous la maîtrise d'ouvrage de la RATP pour sa conception et sa réalisation. Le Département de la Seine-Saint-Denis assure également le rôle de maître d'ouvrage coordonnateur.

Le projet T Zen 3 étant listé au Contrat Plan État Région 2015-2020, l'État et la Région Île-de-France participent au financement de la première tranche de réalisation du projet à hauteur de 70%. Le reste du financement est assuré par le bloc dit « local », soit l'ensemble des collectivités concernées par le projet (les villes, le Département de la Seine-Saint-Denis, les EPT Est Ensemble et Grand Paris Grand Est).

Dans ce cadre, une première convention de financement de 5,332 M€ HT relative à la phase (PRO-ACT- Premiers travaux préparatoires) a été conclue entre l'État, la Région, la RATP et le Département de la Seine-Saint-Denis le 29 mai 2019.

En avril 2019, l'ensemble des partenaires du projet T Zen 3 se sont accordés sur la définition d'une première tranche de réalisation du projet pour un montant global de 39 M€ HT en correspondance avec le budget disponible dans le CPER (Contrat Plan État Région) 2015-2020. Un principe de répartition de la participation financière des 30% du « bloc local », soit 11,7 M € HT, avait été retenu. Le plan de répartition du bloc local établit donc la participation de la Ville de Noisy-le-Sec à la première tranche de travaux à 0,82%, soit 320 000 € HT répartis sur les exercices de 2020 à 2023.

Le Département de la Seine-Saint-Denis propose donc l'établissement d'une convention de financement multipartite de financement de la part du « bloc local » dont le projet est proposé en annexe de la présente délibération, et qui vise à :

- définir le principe de participation des collectivités locales partenaires au financement de la première tranche de travaux de l'opération T Zen 3 ;
- préciser les conditions de versements annuels de ces participations au Département et de fixer les modalités de suivi de ce financement « bloc local ».

La première tranche de travaux T Zen 3 comprend la réalisation des comblements des PSGR des Limites à Pantin et de la Folie à Bobigny sur la RN3, la démolition de l'autopont « Polissard » sur la RD933 à Bondy, le dévoiement du câble RATP d'alimentation électrique du métro Ligne 5 sur RD933 à Pantin et Bobigny ainsi qu'un linéaire de trottoirs rénovés suivant le programme T Zen 3 sur la rue de Paris (RD933) à Noisy-le-Sec et Bobigny. Dans ce cadre, le Département réalisera donc la réfection des trottoirs de la RD933 au droit du nouveau quartier Engelhard.

La présente délibération a ainsi pour objet d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la convention financière relative à la réalisation de la première tranche de travaux du T Zen 3, tel qu'annexée à la présente délibération.

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2014-405, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2014, du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF), relative à la maîtrise d'ouvrage de la réalisation du site propre T Zen 3 et de l'extension du centre-bus de Pavillons-sous-Bois, désignant le Département de la Seine-Saint-Denis, maître d'ouvrage de la conception et de la réalisation de l'ensemble de l'opération, et la RATP, maître d'ouvrage de la conception et de la réalisation du Site de Maintenance et de Remisage (SMR),

Vu le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 d'Île-de-France adopté par délibération du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 18 juin 2015, et sa revoyure signée le 7 février 2017,

Vu la délibération n°2014-405, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2014, du Conseil du STIF, approuvant le schéma de principe du T Zen 3,

Vu la décision MOP n°2016-5257, en date du 25 novembre 2016, de la RATP, approuvant la déclaration de projet d'intérêt général du projet du T Zen 3,

Vu la délibération n°06-11, en date du 15 décembre 2016, du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, déclarant le projet du T Zen 3 d'intérêt général,

Vu la délibération n°2018-172, en date du 24 avril 2018, du Conseil d'administration du STIF, approuvant l'avant-projet du T Zen 3,

Vu la délibération n°2018-474, en date du 9 octobre 2018, du Conseil d'administration du STIF, approuvant la convention de financement PRO, ACT et Travaux préparatoires du T Zen 3,

Vu la délibération n°2019-358, en date du 9 octobre 2019, du Conseil d'Administration du STIF approuvant la convention de financement relative aux premiers travaux de la tranche n°1 de réalisation du T Zen 3, entre l'État, la Région Île-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis et le STIF pour un montant de 20,6 M € HT en euros courants,

Vu la délibération n°2019-427, en date du 17 octobre 2019, du Conseil Régional d'Île-de-France approuvant la participation au financement du projet T Zen 3 par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 10 094 000 €,

Vu la délibération, en date du 11 février 2020, du bureau de la Métropole du Grand Paris approuvant une subvention d'investissement d'un montant de 2 millions d'euros au projet de réalisation de la première phase du T Zen 3,

Vu la convention financière relative à la réalisation de la première tranche de travaux du T Zen 3 annexée à la présente délibération,

Considérant la nécessité de poursuivre ce partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du projet, à savoir Île-de-France Mobilités, l'État, la Région Île-de-France, le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, l'Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est, la Métropole du Grand et les collectivités locales concernées,

Considérant la nécessité d'engager les premiers travaux du T Zen 3,

La commission Aménagement consultée,

## DÉLIBÈRE

### Article 1er :

Approuve la convention financière relative à la réalisation de la première tranche de travaux du T Zen 3, telle qu'annexe à la présente délibération.

### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que les avenants qui en découleront et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Dit que les crédits afférents seront inscrits au budget.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **8 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT**

### **SUPPRESSION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE (ZAC) DES GUILLAUMES**

**Rapporteur :** Mme Samia SEHOUANE

La zone d'aménagement concertée (ZAC) des Guillaumes a été créée par délibération du Conseil municipal, n°98/05-01, en date du 14 mai 1998.

Le dossier de création de la ZAC prévoyait la réalisation du programme suivant :

- construction d'environ 250 logements,
- création d'un parc urbain et de jardin potagers,
- réalisation de nouvelles voiries,
- construction d'un parc d'activités.

Par cette même délibération, la réalisation du programme de la ZAC a été confiée, sous forme de concession, à la société d'économie mixte de Noisy-le-Sec (SEMINO devenue SAEM Noisy-le-Sec Habitat).

Le Conseil municipal a autorisé la signature du traité de concession d'aménagement par délibération du conseil municipal, n°99/05-03, en date du 5 mai 1999.

Le traité de concession prévoyait la réalisation de l'ensemble des études, travaux et missions nécessaires à la bonne réalisation du programme mentionné ci-avant.

Au titre de la loi NOTRe, la compétence « aménagement » a été transférée à l'établissement public territorial (EPT) Est Ensemble au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, le Conseil de territoire et le Conseil municipal ont approuvé respectivement, par délibérations, en date du 20 et 22 novembre 2018, l'avenant dit, « de transfert », au traité de concession d'aménagement, formalisant ce changement et désignant l'EPT Est Ensemble en tant que concédant de la ZAC des Guillaumes.

Par délibération n°CT2018-12-19-15, en date du 19 décembre 2018, le conseil de territoire a approuvé l'avenant de clôture à la ZAC des Guillaumes, prenant ainsi acte du bilan et du dossier de clôture de la ZAC.

La rétrocession des biens de retour et de reprise (voiries, espaces publics et terrains non commercialisés) de la ZAC au profit de la commune a été approuvée par délibération n°19/02-15 du conseil municipal, en date du 7 février 2019. Cette acquisition, à l'euro symbolique, est intervenue le 24 février 2020.

Les opérations de construction ayant été achevées, l'élaboration du PLUi a, de plus, permis la suppression du zonage spécifique aux différents secteurs de la ZAC des Guillaumes (zones UD, UDa, UDb, UDb1). Ces secteurs ont ainsi été identifiés au plan de zonage du PLUi, en zones UH (secteur de préservation) et UM (zone mixte).

L'ensemble des opérations de clôture et de rétrocession étant achevé, il convient aujourd'hui de finaliser la procédure par la suppression de la ZAC en tant qu'outil opérationnel, conformément au code de l'urbanisme.

C'est ainsi l'autorité compétente, à savoir l'EPT Est Ensemble, qui prononce sa suppression sur proposition de la commune à l'initiative de la création de la ZAC.

La commission Aménagement consultée,

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- De demander à l'établissement public territorial Est Ensemble de procéder à la suppression de la zone d'aménagement concertée des Guillaumes sur la base du rapport de suppression annexée à la présente délibération,
- De prendre acte des effets induits de la suppression de la zone d'aménagement concertée des Guillaumes,

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout acte et prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- 

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5219-1, L.5219-2 et L.5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.300-5, R.311-12 et suivants,

Vu le décret n°2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Vu l'arrêté n°2018-0827 du 11 avril 2018 fixant les statuts de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble,

Vu la compétence de plein droit des établissements publics territoriaux en matière d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu les compétences soumises à la définition d'un intérêt communautaire mais non reconnues comme telles parmi lesquelles la création et la réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain et la constitution de réserves foncières d'intérêt métropolitain,

Vu la délibération du conseil municipal n°98/05-01, en date du 14 mai 1998 et approuvant le dossier de création de la ZAC des Guillaumes,

Vu la délibération du conseil municipal n°99/10-01, en date du 7 octobre 1999, approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Guillaumes,

Vu la délibération du conseil municipal n°2005/06-08, en date du 29 juin 2005, approuvant l'avenant n°1 relatif à la prorogation de la concession d'aménagement,

Vu la délibération du conseil municipal n°2011/03-12, en date du 28 mars 2011, approuvant l'avenant n°2 relatif à la prorogation de la concession d'aménagement,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/11-14, en date du 27 novembre 2014, approuvant l'avenant n°3 relatif à la prorogation de la concession d'aménagement,

Vu la délibération du conseil municipal n°2016/12-10, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2016, approuvant l'avenant n°4 relatif à la prorogation de la concession d'aménagement,

Vu la délibération du conseil municipal n°18/11-07, en date du 22 novembre 2018, approuvant l'avenant n°5 dit « de transfert » au traité de concession d'aménagement, désignant l'EPT Est Ensemble en tant que concédant de la ZAC des Guillaumes,

Vu la délibération du conseil de territoire n°2018/11-20-14, en date du 20 novembre 2018, approuvant l'avenant n°5 dit « de transfert » au traité de concession d'aménagement, désignant l'EPT Est Ensemble en tant que concédant de la ZAC des Guillaumes,

Vu la délibération du conseil de territoire n°2018/12-19-15, en date du 19 décembre 2018, approuvant l'avenant n°6 dit « de clôture » au traité de concession d'aménagement, ainsi que le bilan de clôture de la ZAC des Guillaumes,

Vu le rapport de présentation exposant les motifs de la suppression de la ZAC des Guillaumes annexé à la présente délibération,

Considérant que l'établissement public territorial exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences soumises à la définition d'un intérêt métropolitain mais non reconnues comme telles,

Considérant que la ZAC des Guillaumes, dès lors qu'elle ne présente pas un intérêt métropolitain, relève désormais de l'établissement public territorial Est Ensemble, seul compétent, en lieu et place de la commune de Noisy-le-Sec,

La commission aménagement consultée,

Délibère

Article 1 :

Il est demandé à l'établissement public territorial Est Ensemble de procéder à la suppression de la zone d'aménagement concertée des Guillaumes sur la base du rapport de suppression annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Il est pris acte des effets induits de la suppression de la zone d'aménagement concertée des Guillaumes.

Article 3 :

Le taux de la part communale de la taxe d'aménagement est porté à 5% dans le périmètre de la ZAC des Guillaumes, comme sur l'ensemble du territoire noiséen (à l'exception des secteurs de majoration), dès lors que celle-ci sera supprimée par l'EPT Est Ensemble.

Article 4 :

Le Maire ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **9 - DIRECTION DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT**

### **AVENANT N° 1 A LA CONVENTION FINANCIERE DU DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE ENTRE EST-ENSEMBLE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC.**

**Rapporteur :** Mme Samia SEHOANE

Le Dispositif intercommunal de lutte contre l'habitat indigne (DILHI) est une opération d'aménagement multi-sites visant le traitement pérenne des immeubles d'habitat privé très dégradés disséminés sur le territoire d'Est Ensemble. De dispositif fait l'objet d'un traité de concession d'aménagement signé par Est Ensemble avec la SOREQA en date du 27 janvier 2016.

L'opération prévoit le recyclage immobilier d'immeubles passant par une prise de possession de tous les lots, une démolition-reconstruction ou une réhabilitation du bâti, et la création de logements principalement sociaux.

Il s'agit d'une opération d'aménagement déficitaire, le concédant, Est Ensemble, étant appelé à verser une participation correspondant au déficit de l'opération. Il est convenu que les Villes concernées par le dispositif financent à hauteur de 50% le montant de la participation de l'Établissement Public Territorial. Le dispositif intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne révisé par l'avenant n°1 présente un déficit total de 9 710 990 euros.

Le déficit correspondant à l'adresse traitée sur la ville de Noisy-le-Sec (copropriétaire du 49 rue de Merlan, parcelle AE 67) s'élève à 170 814 euros. Le montant de la part cofinancée par la Ville s'élève donc à 50 % de ce déficit, soit 85 407 euros, soit un versement annuel de 17 081 euros pendant les trois premières années et 17 082 euros sur les deux dernières années, puisqu'il est proposé un lissage des flux financiers sur l'ensemble de la durée restante de la concession, à savoir 5 ans.

Les besoins en trésorerie de l'opération s'étant largement vus couverts par un emprunt garanti par Est Ensemble en début d'année 2019, Est Ensemble n'a pas versé de participation en 2019 à la Soreqa. Il en résulte une modification de l'échonnement des participations annuelles d'Est Ensemble à la Soreqa et, en conséquent, du versement par la Ville de Noisy-le-Sec à Est Ensemble des montants liés au cofinancement de l'opération. Cette évolution donne lieu au présent avenant à la convention financière.

Le bilan partagé entre la Ville et Est Ensemble est le bilan prévisionnel de l'opération sur l'adresse située 49 rue de Merlan. Celui-ci, connaissant de légères évolutions sans modifier le coût total de l'opération, figure au Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018, approuvé par le Conseil de Territoire du 19 novembre 2019. Il est prévu que la ville finance à hauteur de 50% le montant de la participation au déficit d'Est Ensemble.

Le versement de la Ville à Est Ensemble s'effectue en miroir de la participation annuelle prévisionnelle versée par Est Ensemble.

Du fait de l'absence de versement de participation annuelle d'Est Ensemble à la Soreqa en 2019, le montant des participations annuelles sur les années à venir est modifié comme suit. Cela induit une modification en miroir du montant des versements annuels de la Ville à Est Ensemble à partir de 2020.

Le montant de la part cofinancée par la Ville s'élève donc à 50 % de ce déficit, soit 85 407 euros, soit un versement annuel de 17 081 euros pour la première année 2018 et 22 775 euros sur les années 2020, 2021 et 2022.

Est ensemble émettra les titres de reversement auprès de la Ville dans le mois suivant chacun des mandats effectués aux mois de février et de septembre de chaque année à la Soreqa.

Les dispositions de la convention financière initiale entre la Ville et Est ensemble qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Il est demandé au Conseil :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne, conclue entre l'Établissement Public Territorial Est Ensemble et la Ville de Noisy-le-Sec ;
- d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne entre Est Ensemble et la Ville de Noisy-le-Sec.

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1, L.5216-5 et suivantes relatifs aux communautés d'agglomération ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5219-2 et L.5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L303-1 et L321-1 et suivants et R321-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-3597 du 22 décembre 2009 modifié portant création de la Communauté d'agglomération Est Ensemble ;

Vu le décret n°2005-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville ;

Vu la délibération 2011\_12\_13\_25 du conseil communautaire en date du 13 décembre 2011 portant déclaration d'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat ;

Vu la délibération n°2015\_12\_15\_24 du 15 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Est Ensemble a déclaré d'intérêt communautaire le Dispositif intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne (DILHI) au titre de la compétence en matière d'équilibre social de l'habitat ;

Vu la délibération n°2015\_12\_15\_25 du 15 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Est Ensemble a approuvé le traité de concession d'aménagement du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne (DILHI) et désigné la SOREQA en tant que concessionnaire du DILHI ;

Vu la délibération n°2016\_11\_29\_15 du 29 novembre 2016 par laquelle le conseil territorial de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble approuve l'avenant 1 au Traité de Concession du DHILH ;

Vu la délibération n°2018\_02\_20\_23 du 20 février 2018 par laquelle le conseil territorial de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble approuve l'avenant 2 au Traité de Concession du DHILH ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération a déclaré d'intérêt communautaire le Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Insalubre ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération a approuvé le traité de concession d'aménagement relatif au Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne et a désigné la Société de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés en tant qu'aménageur ;

Considérant le projet de convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne entre l'Établissement Public Territorial Est Ensemble et la ville de Noisy-le-Sec intégrant le 49 rue de Merlan (parcelle cadastrée AE 67) ;

Considérant la délibération du Conseil de Territoire n°2018\_02\_20\_21 approuvant la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat indigne (DILHI) avec la Ville de Noisy-le-Sec ;



Considérant la délibération du Conseil Municipale n°2018 / 02-06 approuvant la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat indigne (DILHI) ;

Considérant la délibération du Conseil de Territoire n°2019\_12\_23\_25 approuvant l'avenant n°1 à la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat indigne (DILHI) avec la Ville de Noisy-le-Sec ;

La commission Aménagement consultée,

## **DELIBÈRE**

### Article 1er :

Approuve les termes de l'avenant n°1 à la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Insalubre entre l'Établissement Public Territorial Est Ensemble et la ville de Noisy-le-Sec.

### Article 2 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention financière du Dispositif Intercommunal de Lutte contre l'habitat insalubre et tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **10 - DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE**

### **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET L'UNIC@N/B POUR LA CRÈCHE LE JARDIN DE CLÉMENTINE**

**Rapporteur :** Mme Hakima LOUNIS

La ville de Noisy-le-Sec gère actuellement 5 structures d'accueil Petite Enfance. Pour répondre aux demandes des Noiséens, la municipalité s'est engagée dans une politique de développement de l'offre d'accueil et de diversification des modes de garde.

Dans le cadre de cette diversification, elle est en convention avec l'association UNIC@N/B (Une Nouvelle Idée de la Crèche@Noisy-le-Sec/Bondy) depuis 2011 pour la réservation de berceaux dans deux de ses structures, l'Orange Bleue et le Jardin de Clémentine.

La convention qui lie la Ville à la structure le Jardin de Clémentine arrive à échéance le 31 août 2020. Dans le cadre de la reconduction de cette convention, l'UNIC@N/B avait proposé à la Ville en décembre 2019 d'augmenter de 3 le nombre de berceaux qui passerait de 6 à 9. Le prix proposé était alors de 7750 € par berceau au lieu de 8500 € par berceau dans la convention précédente.

La ville de Noisy-le-Sec s'est positionnée favorablement en février 2020 pour la réservation de ces 3 places en supplément des 6 déjà réservées. Par la Délibération 2020/03-04 portant décision modificative N°1 relative au budget principal de la Ville – Exercice 2020 votée en conseil municipal du 5 mars 2020 le budget du service de la Petite enfance a été augmenté en dépenses de 18 750 € correspondant à l'achat des 3 places de crèches supplémentaires et abondé en recettes de 17 500 € pour les 3 places acquises.

Leur attribution devra faire l'objet, comme toutes les attributions de Noisy-le-Sec, d'un passage en Commission d' Admission aux Modes d' Accueil (CAMA), au même titre que les structures municipales et départementales.

Pour la municipalité, le coût annuel de ces 9 réservations sera donc de 69 750€/an soit 7 750€ par berceau.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention entre la ville de Noisy-le-Sec et l'UNIC@N/B.

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2020/03-04 du Conseil municipal du 5 mars 2020 portant décision modificative N°1 relative au budget principal de la Ville – Exercice 2020

Vu le projet de convention entre la Noisy-le-Sec et l'association UNIC@N/B

Considérant la volonté de la Ville de Noisy-le-Sec de continuer de s'inscrire dans une politique de développement de l'offre d'accueil et de diversification des modes de garde.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Approuve le renouvellement de la convention avec l'association UNIC@N/B pour la crèche le Jardin de Clémentine qui prévoit la réservation de 9 berceaux.

### Article 2 :

Autorise le Maire ou son représentant à signer la présente convention ainsi que tout avenant.

### Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense des crédits prévus au budget de l'exercice 2020.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **11 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE**

### **APPROBATION DE LA SUBVENTION LIEE A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION DU CERCLE DES NAGEURS NOISEENS POUR LA SAISON 2019 - 2020**

**Rapporteur : Mr Samy BESSAOU**

L'un des axes forts de la politique sportive mise en place par la municipalité est le soutien aux associations sportives qui se traduit par :

- des aides financières directes et indirectes
- la mise à disposition gracieuse des équipements sportifs
- le soutien logistique pour l'organisation des compétitions sportives

Et si la piscine n'est plus un équipement municipal mais territorial, l'association peut bénéficier de créneau sur les équipements sportifs municipaux notamment pendant les vacances scolaires en fonction de leur besoin et de leur demande.

Afin de soutenir spécifiquement les associations sportives de haut niveau, des objectifs complémentaires ont été déterminés, ils dépendent de la nature et du niveau de pratique des associations, mais aussi d'objectifs sociaux qui soutiennent la formation et l'intégration de différents publics.

Par délibération en date du 22 janvier 2020, le conseil municipal a approuvé la convention triennale d'intérêt général (2020-2022) entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association du Cercle des Nageurs Noiséens.

Cette convention détermine les modalités de versement d'une subvention annuelle divisée en trois parties :

- une subvention de base, d'un montant de 70 000 € versée après le vote du budget
- une subvention complémentaire sur objectifs sportifs versée en juillet,
- une subvention complémentaire sur objectifs sociaux réparties selon le tableau suivant :

	<b>Détail des subventions complémentaires sur objectifs versées pour la saison sportive se terminant dans l'année civile.</b>			
Volets	<b>3-Objectifs sociaux</b>	Montant	<b>4-Objectifs sportifs</b>	Montant
Descriptions	Actions pour le développement du sport féminin	1 000 €	Classe sport au collège Cassin et lycée Olympe de Gouge	2 000 €
	Développement de la pratique Handisport	1 000 €	Évolution de l'équipe 1ère en élite ou nationale 1	20 000 €
	Actions sport santé tout public	1 000 €	Qualification pour la coupe d'Europe	15 000 € et 10 000 € par tour supplémentaire

Il convient de préciser que cette subvention complémentaire peut être versée en intégralité ou partiellement selon la réalisation des objectifs fixés ci-dessus et sur présentation des pièces justificatives.

Suite à la crise du COVID 19, le championnat Elite a été stoppé le 11 mars 2020, la Fédération Française de Natation a donc gelé le championnat. L'équipe sénior Elite termine donc quatrième du championnat qui la qualifie pour la coupe d'Europe au mois d'octobre prochain.

Le montant de la subvention d'objectifs sportifs est donc détaillé comme suit pour la saison 2019-2020 ;

- 2 000 € pour les classes sportives waterpolo du collège Cassin et du lycée Olympe de Gouge
- 20 000 € pour l'évolution de l'équipe première en Elite

- 15 000 € pour la qualification pour la Coupe d'Europe
- Soit un montant total de 37 000 € concernant la subvention sportive.

Concernant les objectifs sociaux et en raison de l'arrêt de la saison sportive en raison du COVID 19 au 11 mars 2020, l'association n'a pas pu mettre en œuvre les actions sociales en faveur de ses licenciés. L'évaluation des trois objectifs sociaux concernant les actions sur le sport santé, ainsi que les actions sur le développement du handisport et du sport féminin dont le club est un moteur reconnu au niveau régional ne peuvent donc être évalués par la municipalité.

Mais en raison du contexte très particulier lié au COVID 19 imposant l'arrêt de la saison sportive 2019-2020 et donc de l'impossibilité pour l'association de mettre en place les actions importantes et nécessaire en cette période, la ville de Noisy-le-Sec souhaite soutenir l'association en lui accordant la subvention sociale totale de 3 000 €.

La municipalité demande au Cercle des Nageurs Noiséens que les actions sociales en faveur du sport féminin, du handisport et des personnes éloignées du sport puissent être mises en œuvre au cours du dernier trimestre 2020 si les conditions sanitaires le permettent.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs sportifs et sociaux au Cercle des Nageurs Noiséens pour la saison 2019 – 2020 détaillée comme suit ;

- 20 000 € pour l'évolution de l'équipe première en Elite
- 15 000 € pour la qualification pour la Coupe d'Europe
- 2 000 € pour les classes sportives waterpolo du collège Cassin et du lycée Olympe de Gouge
- 1 000 € pour des actions pour le développement du sport féminin
- 1 000 € pour le développement de la pratique handisport
- 1 000 € pour des actions sport santé tout public

Soit un total de 40 000 €.

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° 2020/01-06 du 22 janvier 2020 portant approbation de la convention d'objectifs pluriannuelle entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association sportive du Cercle des Nageurs Noiséens,

Vu la délibération n° 2020/01.01 du 22 janvier 2020 portant attribution de subventions aux associations pour l'année 2020,

Considérant que l'association du Cercle des Nageurs Noiséens est engagée dans une pratique citoyenne de sa discipline en développant en direction des noiséens des actions ambitieuses et performantes à caractère social et sportif,

Considérant que la pratique de haut niveau permet à l'association de faire rayonner la ville dans toute la France et en Europe,

Considérant que le gel du championnat Elite au 22 mars 2020, place l'équipe sénior à la quatrième place du championnat de France et la qualifie pour la coupe d'Europe,

Considérant que la crise sanitaire liée au COVID 19 a totalement stoppé l'activité du club le 11 mars 2020, ne permettant pas à ce dernier de mettre en place les actions sociales prévues dans le cadre de la convention,

Considérant qu'au vu de la crise sociale qui touchera les noiséens, il sera nécessaire de mettre en place ces actions à caractère sociales dans le dernier trimestre 2020,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec souhaite soutenir les associations noiséennes dans cette période de pandémie mondiale,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Demande la mise en place des actions sociales prévues dès qu'une reprise d'activité sportive le permettra tout en garantissant la sécurité des différents publics.

### Article 2 :

Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs sportifs et sociaux, d'un montant de 40 000 euros, au Cercle des Nageurs Noiséens pour la saison 2019 - 2020 comme détaillée ci-après :

- 20 000 € pour l'évolution de l'équipe première en Elite
- 15 000 € pour la qualification pour la Coupe d'Europe
- 2 000 € pour les classes sportives waterpolo du collège Cassin et du lycée Olympe de Gouge
- 1 000 € pour des actions pour le développement du sport féminin
- 1 000 € pour le développement de la pratique handisport
- 1 000 € pour des actions sport santé tout public

### Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2020 à l'imputation 6574.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## 12 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

### APPROBATION DE LA SUBVENTION LIEE A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION OLYMPIQUE NOISY-LE-SEC BANLIEUE 93 POUR LA SAISON 2019 - 2020

**Rapporteur :** Mr Samy BESSAOU

L'un des axes forts de la politique sportive mise en place par la municipalité est le soutien aux associations sportives qui se traduit par :

- des aides financières directes et indirectes
- la mise à disposition gratuite des équipements sportifs
- le soutien logistique pour l'organisation des compétitions sportives

Afin de soutenir spécifiquement les associations sportives de haut niveau, des objectifs complémentaires ont été déterminés, ils dépendent de la nature et du niveau de pratique des associations, mais aussi d'objectifs sociaux qui soutiennent la formation et l'intégration de différents publics.

Par délibération en date du 19 décembre 2018, le conseil municipal a approuvé la convention triennale d'intérêt général (2019-2021) entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93.

Cette convention détermine les modalités de versement d'une subvention annuelle divisée en trois parties :

- une subvention de base, d'un montant de 120 000 € versée après le vote du budget
- une subvention complémentaire sur objectifs sportifs versée en juillet,
- une subvention complémentaire sur objectifs sociaux réparties selon le tableau suivant :

Détail des subventions complémentaires sur objectifs versées pour la saison sportive se terminant dans l'année civile pour les années 2019, 2020 et 2021				
Volets	3-Objectifs sociaux	Montant	4-Objectifs sportifs	Montant
Description	Développement de la pratique Handisport	3 000 €	Équipe 1ère en Nationale 1	Avenant à la convention
	Les valeurs de citoyenneté dans le sport	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère en Nationale 2 ou 3	32 000 €
	Actions spécifiques en faveur du lien social	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère au niveau régional	0 €

	Actions pour le développement du sport féminin	3 000 €	Qualification pour un 32ème de finale de Coupe de France	5 000 €
--	--	---------	--	---------

Il convient de préciser que cette subvention complémentaire peut être versée en intégralité ou partiellement selon la réalisation des objectifs fixés ci-dessus et sur présentation des pièces justificatives.

L'équipe fanion n'ayant malheureusement pas réussi à remonter en Nationale 3 à l'issu de la saison sportive arrêtée au 11 mars 2020 ni à se qualifier pour les 32ième de finale de la coupe de France lors de la saison 2019-2020, la municipalité ne peut valider, comme le stipule la convention triennale, aucun des deux objectifs sportifs.

Le montant de la subvention d'objectifs sportifs est donc de 0 euro.

Concernant les objectifs sociaux, à la lecture du rapport d'activité fourni par l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 et en raison de l'arrêt de la saison sportive en raison du COVID 19 au 11 mars 2020, l'association n'a pas pu mettre en œuvre les actions sociales en faveur de ses licenciés.

L'évaluation des quatre objectifs sociaux concernant les actions sur la citoyenneté, en faveur du lien social, le développement de la pratique handisport et surtout le développement de la pratique du football féminin qui permet au club d'être un moteur du département dans ce domaine ne peuvent donc être évalués par la municipalité.

Mais en raison du contexte très particulier lié au COVID 19 imposant l'arrêt de la saison sportive 2019-2020 et donc de l'impossibilité pour l'association de mettre en place les actions importantes et nécessaire en cette période, la ville de Noisy-le-Sec souhaite soutenir l'association en lui accordant la subvention sociale totale de 12 000 €.

La municipalité demande à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 de mettre en place les actions sociales et notamment celles concernant la citoyenneté et le lien social au cours du dernier trimestre 2020 si les conditions sanitaires le permettent.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs sociaux à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2019 – 2020 ;

- de 12 000 € pour la mise en place des objectifs sociaux au dernier trimestre 2020.

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° 2018/12-13 du 19 décembre 2018 portant approbation de la convention d'objectifs pluriannuelle entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association sportive Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93,

Vu la délibération n° 2020/01.01 du 22 janvier 2020 portant attribution de subventions aux associations pour l'année 2020,

Considérant que l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 s'est engagée depuis plus de 20 ans dans une pratique citoyenne de sa discipline en développant en direction des noiséens des actions ambitieuses et performantes à caractère social et sportif,



Considérant que la crise sanitaire liée au COVID 19 a totalement stoppé l'activité du club le 11 mars 2020, ne permettant pas à ce dernier de mettre en place les actions prévues dans le cadre de la convention,

Considérant qu'au vu de la crise sociale qui touchera les noiséens, il sera nécessaire de mettre en place ces actions à caractère sociales dans le dernier trimestre 2020,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec souhaite soutenir les associations noiséennes dans cette période de pandémie mondiale,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Demande à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 la mise en place des actions sociales prévues dès qu'une reprise de l'activité sportive le permettra tout en garantissant la sécurité des différents publics.

### Article 2 :

Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs sociaux, d'un montant de 12 000 euros, à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2019 - 2020 comme détaillée ci-après :

- Développement de la pratique handisport : 3 000 €
- Développement des valeurs de citoyenneté dans le sport : 3 000 €
- Actions spécifiques en faveur du lien social : 3 000 €
- Développement du sport féminin : 3 000 €

### Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2020 à l'imputation 6574

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

### **13 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT**

#### **RETROCESSION DE L'ALLEE DES ARTISTES AU PROFIT DE LA COMMUNE**

**Rapporteur :** Mme Samia SEHOUANE

L'opération de « L'Allée des Artistes », réalisée par l'opérateur COGEDIM a été livrée au cours de l'année 2013.

Située entre la rue de la Fraternité et le boulevard Michelet, cette opération de 64 logements collectifs et individuels comportait également la création de l'impasse Allée des Artistes, voie nouvelle permettant la desserte des logements situés en cœur d'îlot.

Il avait été convenu dans le cadre de cette opération qu'une partie de la parcelle délimitant l'impasse Allée des Artistes serait rétrocédée à la commune. Il s'agit du terrain B d'une contenance de 590 m<sup>2</sup> tel qu'il est désigné sur le plan de division ci-joint.

La SCI FRATERNITÉ MICHELET, société créée à l'initiative de l'opérateur COGEDIM dans le cadre de ce programme immobilier, et la Ville ont ainsi convenu d'une cession de cette allée à l'euro symbolique au profit de la commune.

Depuis 2013, le syndicat des propriétaires de la résidence « les Allées des Artistes » est propriétaire de l'ensemble immobilier ainsi que de l'Allée des Artistes.

Aussi, l'acquisition de cette voirie à l'euro symbolique, sera finalisée avec le syndicat des propriétaires.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'abroger la précédente délibération n°2019/04-16 du 11 avril 2019 relative à la rétrocession de l'allée, étant entachée d'une erreur matérielle liée à la désignation desdites emprises,
- d'approuver l'acquisition de cette allée à l'euro symbolique,
- d'affecter, suite à cette acquisition, la parcelle au domaine public routier communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

### **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2111-1, L.2141-1, L.2141-2 et L.3211-14,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et 2241-1,

Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L.141-3,

Vu le plan division, établi par géomètre expert, détachant une emprise d'une contenance de 590 m<sup>2</sup> de la parcelle AF n°271 et constituant l'allée des Artistes,

Vu le permis de construire valant division référencé PC93 053 10B0020 et ses modificatifs délivrés respectivement le 15 novembre, le 18 mars 2011 et le 27 janvier 2014 au profit de la SCI FRATERNITÉ MICHELET visant à la construction d'un ensemble immobilier de 64 logements (4 immeubles collectifs, 4 maisons individuelles et 2 boxes) ainsi que la création d'une nouvelle voirie (impasse) pour la desserte des nouvelles constructions sur une emprise foncière globale de 3 589 m<sup>2</sup>,

Vu la délibération du Conseil Municipal du n°2013/06-25, en date du 27 juin 2013, portant dénomination de l'impasse « Allée des Artistes »,

Vu la délibération n°2019/04-16, en date du 11 avril 2019, relative à la rétrocession de l'Allée des Artistes au profit de la commune

Considérant que l'impasse « Allée des Artistes » constitue l'unique desserte de la quasi-totalité de l'opération réalisée par la SCI FRATERNITÉ MICHELET,

Considérant que le prix de cession desdites emprises, à l'euro symbolique dont ont convenu les parties, se situe hors champs réglementaires,

Considérant la nécessité d'affecter cette voirie au domaine public routier de la Ville,

Considérant que la délibération du Conseil Municipal n°2019/04-16, en date du 11 avril 2019, est entachée d'erreur matérielle liée à la désignation desdites emprises,

DELIBERE

Article 1 :

La délibération n°2019/04-16, en date du 11 avril 2019, relative à la rétrocession de l'Allée des Artistes au profit de la commune, est abrogée pour le motif d'erreur de désignation de l'emprise à rétrocéder.

Article 2 :

L'emprise de terrain, d'une contenance de 590 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle AF n°271, identifiée en tant que « terrain B » au plan de division annexé à la présente sera acquise auprès du Syndicat des copropriétaires de la résidence « Les Allées des Artistes »

Article 3 :

Cette acquisition sera finalisée à l'euro symbolique.

Article 4 :

Les frais d'actes seront à la charge de la Ville, acquéreur du bien.

Article 5 :

Une fois l'acquisition de la voirie réalisée, celle-ci sera affectée au domaine public routier communal.

Article 6 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**La délibération est retirée pour être présentée lors d'un prochain Conseil Municipal**

## **14 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE POUR LES SERVICES PUBLICS LOCAUX : DÉSIGNATION DES MEMBRES**

**Rapporteur :** Mr Olivier SARRABEYROUSE

La loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité impose aux communes de plus de 10.000 habitants la création d'une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics confiés à un tiers par convention de délégation de service public (DSP) ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Selon l'article L1413-1 du Code général des Collectivités territoriales, cette commission a pour mission l'examen annuel des documents suivants :

- du rapport, en cas de DSP, du délégataire de service public comportant notamment les comptes retraçant les opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité de service,
- des rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L2224-5 du même code,
- du bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- du rapport mentionné à l'article L2234-1 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

La commission est également consultée pour avis sur :

- 1 tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante se prononce sur son principe,
- 2 tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie,
- 3 tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante se prononce sur le principe du recours à un contrat de partenariat
- 4 tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

La commission est présidée de droit par le Maire, qui peut en déléguer la présidence (par arrêté).

Elle est composée de membres du Conseil municipal désigné et de représentants d'associations locales nommés par le Conseil municipal.

Elle peut également, en fonction de l'ordre du jour et sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler la composition pour ses membres élus représentants identique à celle qui existait lors de la précédente mandature, à savoir :

- 5 titulaires et 5 suppléants membres de l'assemblée délibérante dans le respect du principe de représentation proportionnelle

Pour rappel, ces membres sont élus au sein du Conseil municipal :

- à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
- au scrutin de liste ;
- au scrutin secret sauf accord unanime contraire (article L. 2121-21 du CGCT).

Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Toutefois, concernant la désignation des membres du Conseil municipal, si une seule liste a été présentée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.

Modalités de dépôt de listes :

Les candidatures seront présentées sous forme de liste,

Les listes pourront être déposées par écrit jusqu'au début de l'ouverture de ce point de l'ordre du jour lors de cette séance du Conseil municipal,

Concernant les associations, les 4 membres sont nommés par l'assemblée délibérante. Il est ainsi proposé à l'assemblée délibérante de désigner les associations suivantes conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales :

- Associations des commerçants de Stephenson
- Association des commerçants et des indépendants du centre-ville de Noisy-le-Sec
- Arrivem
- Rêvons la Culture

Ainsi, il est demandé au Conseil municipal de :

- 1 Approuver la mise en place d'une Commission consultative des services publics locaux à Noisy-le-Sec
- 2 Déterminer la composition de la Commission consultative des services publics locaux,
- 3 Procéder à l'élection des membres du Conseil municipal qui y siégeront
- 4 Procéder à la nomination des associations locales qui y siégeront
- 5 Déléguer à Monsieur le Maire la saisine ultérieure de la CCSPL pour avis sur les projets de délégation de service public, de partenariat et de création de régies dotées de l'autonomie financière

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu les articles L. 1411-4, L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les communes de plus de 10.000 habitants créent une Commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'elles confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que cette Commission consultative des services publics locaux comprend, sous la présidence du Maire ou son représentant, des membres du Conseil municipal élus dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés l'assemblée délibérante,

Considérant que 3 listes ont été présentées après l'appel à candidatures du Maire:

**DELIBERE**

### Article 1 :

APPROUVE la mise en place de la Commission consultative des services publics locaux de la ville de Noisy-le-Sec prévue à l'article L1413-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

### Article 2 :

FIXE comme suit la composition de la Commission consultative des services publics locaux :

- un Président dont la fonction sera assurée par Monsieur le Maire ou son représentant
- 5 titulaires et 5 suppléants membres de l'assemblée délibérante dans le respect du principe de représentation proportionnelle
- 4 associations nommées par l'assemblée délibérante

Article 3 :

Proclame élu le collège des représentants du Conseil municipal composé comme suit :

Titulaires :	Suppléants :

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission consultative des services publics locaux par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.

Article 4 :

Désigne le collège des associations locales comme suit :

Associations :
Associations des commerçants de Stephenson Association des commerçants et des indépendants du centre-ville de Noisy-le-Sec Arrivem Rêvons la Culture

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission consultative des services publics locaux par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.

Article 5 :

Délègue à Monsieur le Maire la saisine ultérieure de la CCSPL pour avis sur les projets de délégation de service public, de partenariat et de création de régies dotées de l'autonomie financière,

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**PROPOSITION D'UN AMENDEMENT :**

*A l'occasion de la création de la CCSPL, il apparaît que la proposition de désignation des membres du collège municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste n'est pas conforme aux dispositions de l'article L 1413-1 CGCT.*

*En effet, depuis un arrêt du Conseil d'Etat du 26 septembre 2012 (CE, 26 sept. 2012, n° 345568, Cne de Martigues), le juge administratif considère que : « « l'expression du pluralisme des élus au sein de l'assemblée communale est garanti, pour les commissions d'appel d'offres, par l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des cinq membres appelés à y siéger aux côtés du maire ou de son représentant et, pour les autres commissions municipales, par la représentation proportionnelle des différentes tendances du conseil municipal, telles qu'elles existent à la date de formation de chacune des commissions, sous réserve que chaque tendance, quel que soit le nombre des élus qui la composent, ait la possibilité d'y être représentée ».*

*Cette jurisprudence de principe a été appliquée récemment à propos d'une CCSPL par la CAA de Paris (cour d'appel dont relève désormais le TA de Montreuil) dans un arrêt du 11 octobre 2017 (n° 16PA01917, cne de Villeneuve-Saint-Georges) dans les termes ci-après : « que si la création de cette commission est prévue par les dispositions de l'article L. 1413-1 précitées du même code, il n'en ressort pas, alors que ces dispositions imposent également un principe de représentation proportionnelle, même si elles ne mentionnent pas expressément un objectif d'expression pluraliste des élus, que la composition de cette commission ne serait pas soumise dans les communes concernées, aux mêmes règles que celles instituées pour les commissions communales par les dispositions précitées de l'article L.2121-12 du code général des collectivités territoriales ; qu' il résulte de ces dispositions que doivent être représentées les différentes tendances telles qu'elles existent à la date de formation de la commission considérée et non telles qu'elles résultent des listes électorales formées en vue de l'élection ; ».*

*Par conséquent, il résulte de ce qui précède que la composition de la CCSPL telle qu'elle résulterait d'une désignation des 5 conseillers municipaux à la proportionnelle au plus fort reste serait irrégulière en ce qu'elle ne respecte pas le principe d'expression pluraliste de tous les élus représentant toutes les tendances du conseil municipal.*

*Le Tribunal administratif de Montreuil, dans un jugement du 16 juillet 2020, a condamné la commune pour avoir retenu une composition irrégulière de la CCSPL au cours du précédent mandat. Je ne doute pas que le maire a bien pris connaissance de ce jugement.*

*Afin de corriger cette illégalité flagrante, je propose l'élection du collège des conseillers municipaux par une liste unique composée de 3 élus de la majorité, un élu du groupe 100% Noisy et un élu « Agir pour Noisy ». »*

<b>POUR :</b>	<b>1</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE</b>
<b>CONTRE</b>	<b>31</b>	<b>Majorité Municipale (sauf Florent LACAILLE-ALBIGES – Dominique BUISSON)</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>10</b>	<b>Groupe 100% Noisy - Florent LACAILLE-ALBIGES – Dominique BUISSON</b>

**Amendement rejeté**

**Vote de la délibération : à l'unanimité il est procédé au vote à mains levée**

## **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu les articles L. 1411-4, L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les communes de plus de 10.000 habitants créent une Commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'elles confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que cette Commission consultative des services publics locaux comprend, sous la présidence du Maire ou son représentant, des membres du Conseil municipal élus dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés l'assemblée délibérante,

Considérant que 3 listes se sont présentées après l'appel à candidatures du Maire:

**DELIBERE**

Article 1 :

APPROUVE la mise en place de la Commission consultative des services publics locaux de la ville de Noisy-le-Sec prévue à l'article L1413-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Article 2 :

FIXE comme suit la composition de la Commission consultative des services publics locaux :

- un Président dont la fonction sera assuré par Monsieur le Maire ou son représentant
- 5 titulaires et 5 suppléants membres de l'assemblée délibérante dans le respect du principe de représentation proportionnelle
- 4 associations nommées par l'assemblée délibérante

Article 3 :

Proclame élu le collège des représentants du Conseil municipal composé comme suit :

<b>Titulaires :</b>	<b>Suppléants :</b>
Samia SEHOUANE	Bruno MARTINEZ
Jean-Luc LECOROLLER	Julie GRUNEBaum
Anne RAYAL	Florent LACAILE-ALBIGES
Corinne BORD	Charlotte LE PROVOST
Laurent RIVOIRE	Souad TERKI

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission consultative des services publics locaux par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.

Article 4 :

Désigne le collège des associations locales comme suit :

<b>Associations :</b>
Associations des commerçants de Stephenson Association des commerçants et des indépendants du centre-ville de Noisy-le-Sec Arrivem Rêvons la Culture

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission consultative des services publics locaux par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.

Article 5 :

Délègue à Monsieur le Maire la saisine ultérieure de la CCSPL pour avis sur les projets de délégation de service public, de partenariat et de création de régies dotées de l'autonomie financière,

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**La délibération est adoptée**



## **15 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITES DES ELUS**

**Rapporteur :** Mme Pascale LABBE

Si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique,

Conformément à l'article L2123-20-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) « lorsque le conseil municipal est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres en application de la présente sous-section intervient dans les trois mois suivant son installation ».

L'article L.2123-20,1 II du CGCT précise que « Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

En vertu de l'article L.2123-24-1 II du CGCT, dans les communes de moins de 100 000 habitants, il peut être versé aux conseillers municipaux, hors délégation, une indemnité au plus égale à 6 % du terme référent de l'article L.2123-20 du CGCT à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être versées au maire et aux adjoints ne soit pas dépassé.

Au titre de l'article L.2123-22 du CGCT, la commune de Noisy-le-Sec peut bénéficier de majorations d'indemnités en qualité de commune attributaire de la dotation de solidarité urbaine uniquement pour le Maire et ses adjoints.

Conformément à l'article R. 2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la majoration de 15% des indemnités de fonction des élus municipaux des communes anciennement chef-lieux de canton est maintenue pour le maire, les adjoints et les conseillers municipaux délégués.

Il y a lieu de modifier le tableau des indemnités perçues par le Maire, les adjoints, les conseillers municipaux délégués et les conseillers municipaux suite à l'octroi d'une délégation de fonction.

Selon l'article L.2123-24 du CGCT l'enveloppe globale des indemnités est déterminée comme suit :

- maire = 90 % de l'indice brut terminal de la fonction publique. Ce pourcentage pouvant être majoré à titre individuel par la suite (voir tableau annexe)
- 12 adjoints = 33 % de l'indice brut terminal de la Fonction publique. Ce pourcentage pouvant être majoré à titre individuel par la suite (voir tableau annexe)
- 4 adjoints de quartier = 33 % de l'indice brut terminal de la Fonction publique. Ce pourcentage pouvant être majoré à titre individuel par la suite (voir tableau annexe)

L'enveloppe globale des indemnités mensuelles pouvant être répartie entre les élus s'établit donc à 24 036.36 euros (hors majorations).

Sur la base de l'enveloppe des indemnités visée à l'article 1 et conformément aux dispositions des articles L.213-17 et suivants du CGCT, les indemnités attribuées nominativement aux élus du Conseil municipal de Noisy-le-Sec sont réparties selon le tableau joint en annexe.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la répartition des indemnités arrêtés au terme du tableau indemnitaire annexé.

Il est demandé également au Conseil municipal d'approuver les majorations des indemnités individuelles attribuées au maire, ses adjoints et les conseillers municipaux délégués terme du tableau annexé.

## DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment, les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 et R.2123-23,

Vu les délibérations n° 2020/07-01 et 2020/07-03 du 03 juillet 2020 portant élection du maire et des adjoints au maire,

Vu la délibération n° 2020/07-10 du 03 juillet 2020 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2020/07-2-16 du 11 juillet 2020 fixant les indemnités des élus,

Vu la circulaire NOR : INT/B08/00040/C du 21 février 2008 du Ministre de l'intérieur et notamment son paragraphe 11.1.2.,

Considérant que si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus, pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

Considérant que le taux de l'indemnité du maire est fixé, à 90 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique,

Considérant la volonté de M. le Maire, de bénéficier d'un taux inférieur à celui précité,

Considérant que le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 33 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique,

Considérant que l'indemnité de fonction des simple conseillers municipaux ne peut être supérieure à 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique et doit s'inscrire dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale ; que dans ces mêmes communes, les conseillers municipaux titulaires d'une délégation de fonction peuvent bénéficier d'indemnités de fonctions, au titre de cette délégation, toujours dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale : que ces indemnités, octroyées aux simples conseillers ou au titre d'une délégation de fonction ne peuvent pas se cumuler,

Considérant que l'enveloppe indemnitaire globale est composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints réellement en exercice,

Considérant une erreur matérielle dans la rédaction de la délibération n° 2020/07-2-16 du 11 juillet 2020 fixant les indemnités des élus,

Considérant l'octroi d'une délégation de fonction, il y a lieu de modifier le tableau des indemnités perçues par le Maire, les adjoints, les conseillers municipaux délégués et les conseillers municipaux,

Considérant que la commune avait la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales dans cantons prévues en application de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral,

Considérant qu'au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, la commune a été attributaire de la dotation de solidarité urbaine et de la cohésion sociale,

Considérant qu'après avoir voté le montant des indemnités de fonction dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale, le conseil municipal se prononce sur l'application des majorations,

Il est proposé au conseil municipal :

- De calculer dans un premier temps l'enveloppe indemnitaire globale autorisée,
- Dans un second temps de fixer et de répartir l'enveloppe entre les élus dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale ainsi calculée.
- D'approuver l'application de la majoration de 15 % des indemnités en qualité de chef-lieu de canton.
- D'approuver l'application de la majoration liée à la dotation de solidarité urbaine et de la cohésion sociale suivant le calcul ci-dessous :

$$\frac{\text{Taux maximal de la strate supérieure} \times \text{Taux réellement voté}}{\text{Taux maximal de la strate initiale}}$$

DELIBERE :

Article 1 :

Fixe le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, à sa demande, comme suit :

- Maire : 86,14 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique.

**Le Conseil, après en avoir délibéré,**

Article 2 :

Fixe le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions des adjoints et des conseillers municipaux, comme suit :

- Adjoint : 22,76 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;
- Adjoint de quartier : 22,76 % ; de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de Fonction publique ;
- Conseillers municipaux délégués : 12,27 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;
- Conseillers municipaux : 1,44 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique.

**Le Conseil après en avoir délibéré,**

Article 3 :

L'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire, aux adjoints et aux conseillers ne soit pas dépassé.

Un élu peut renoncer à tout ou partie de ses indemnités, celles-ci pouvant alors être redistribuées entre les autres adjoints, sur délibération expresse.

Article 4 :

Décide que les indemnités réellement octroyées au maire et aux adjoints en application de la formule telle que présente au titre de la DSU, et majorée de 15 % au titre de chef-lieu de canton.

Décide que les indemnités réellement octroyées aux conseillers municipaux délégués sont majorées de 15 % au titre de chef-lieu de canton.

**Le Conseil après en avoir délibéré,**

Article 5 :

Rappelle que les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice de la Fonction publique. Leur versement est conditionné par la production des justificatifs nécessaires.

Article 6 :

Dit que ces mesures sont applicables à compter du 11 juillet 2020 et que le retrait d'une délégation par arrêté interrompt le versement des indemnités conformément à la réglementation applicable.

Article 7 :

Annexe à la présente délibération, le tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

Article 8 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal de l'exercice 2020 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

<b>POUR :</b>	<b>42</b>	<b>Majorité municipale – Groupe 100% Noisy</b>
<b>CONTRE</b>		
<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	<b>Jean-Paul LEFEBVRE</b>

**La délibération est adoptée**

## **16- DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX ASSOCIATIONS NOISEENNES AYANT OEUVRE DURANT LA CRISE SANITAIRE**

**Rapporteur :** Mme Anne DEO

Nombreuses associations se sont mobilisées en faveur des Noiséennes et des Noiséens, notamment les plus fragiles, dans un élan de solidarité durant la crise sanitaire liée au Coronavirus.

La majorité précédente a donc adressé un courrier aux président(e)s d'associations afin de les inviter à déposer un dossier de demande de subventions exceptionnelles présentant les actions menées durant la crise et ce avant le 3 juin.

La nouvelle municipalité souhaite ainsi poursuivre et encourager cet élan de solidarité, **en accordant une subvention exceptionnelle** aux associations qui se sont mobilisées sans faille pour les administrés durant plus de deux mois, et qui continueront à le faire, tant que l'épidémie et ses conséquences sociales ne seront pas vaincues.

Au regard des dossiers reçus, de la nature des actions menées, des informations communiquées par les associations, de la définition des critères , un complément de somme sera affectée d'ici la fin de l'année, après de dépôt de nouveaux dossiers et selon des critères redéfinis, clairs et transparents,

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal de répartir dans un premier temps la somme de 12 800 euros comme détaillée dans le tableau en annexe,

### **DÉLIBÉRATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le tableau de répartition annexé à la présente délibération,

Considérant le fait que nombreuses associations se sont mobilisées en faveur des Noiséennes et des Noiséens, notamment les plus fragiles, dans un élan de solidarité durant la crise sanitaire liée au Coronavirus. ,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec souhaite apporter son soutien aux associations qui ont dû gérer cette crise et apporter leur aide aux plus fragiles,

### **DÉLIBÈRE**

#### Article 1 :

Autorise la Ville à verser une subvention exceptionnelle de 12 800 euros aux associations répartie selon le tableau annexé à la présente délibération.

#### Article 2 :

Cette dépense est inscrite au budget de la commune de l'exercice en cours.

#### Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

<b>POUR :</b>	<b>42</b>	<b>Majorité municipale – Jean-Paul LEFEBVRE et GROUPE 100% Noisy (sauf Jennifer JOBARD)</b>
<b>CONTRE</b>		
<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	<b>Jennifer JOBARD</b>

**La délibération est adoptée**

## **Vœu n°1 présenté par le GROUPE 100% NOISY**

**Rapporteur** : Souad TERKI

Monsieur Le Maire,

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Nous savons que l'écriture inclusive est un ensemble de pratiques et d'annotations qui vise à donner une représentation égale des femmes et des hommes dans la langue écrite.

L'écriture inclusive est un moyen de lutter contre les stéréotypes sexistes en utilisant l'orthographe.

Cette forme d'écriture reflète une vision de la société et un projet politique.

Elle est pensée pour encourager l'égalité femmes-hommes

Est-ce une avancée politique et féministe ? Peut-être.

Nous sommes enthousiastes à toutes les solutions qui favoriseraient l'égalité femmes-hommes.

C'est pour ces raisons, nous imaginons, que vous avez fait le choix de l'écriture inclusive dans toutes les communications de la ville.

Ainsi, l'écriture inclusive s'est répandue sur les réseaux sociaux de la ville, à la rédaction du mensuel « le Noiséen » ect....

Toutefois, Monsieur Le Maire, vous n'êtes pas sans savoir que cette forme d'écriture est une graphie illisible et pénalisante pour nombre de personnes en situation de handicap.

Avec ses points et ses accords, elle constitue un sérieux obstacle à la lecture pour certains publics. Notamment les personnes porteuses de troubles du langage et des apprentissages dits troubles en « DYS ». Dyslexie, dyspraxie, dysphasie et autres DYS.

Si sa symbolique est tout à fait louable, l'écriture inclusive est discriminante.

Elle rend les textes inaccessibles aux personnes en situation de handicap. Les personnes non ou mal voyantes qui utilisent des synthèses vocales sont empêchées d'une lecture des textes appliquant l'écriture inclusive.

Pensons également aux enfants porteurs d'un trouble cognitif. L'écriture inclusive est un obstacle majeur à leur éducation et à leur apprentissage de la lecture. La perturbation des repères orthographiques, avec l'insertion de ponctuation, va représenter une difficulté supplémentaire considérable. Pour les jeunes lecteurs débutants (sans parler des adultes en cours d'apprentissage de la langue française) qui n'ont pas encore automatisé la reconnaissance des mots, le décodage explicite de chaque syllabe demandera un effort colossal d'attention.

Aussi noble soit la cause de l'égalité homme/femme à laquelle nous adhérons avec énergie, nous ne pouvons pas permettre de telles inégalités d'accès aux textes et à la lecture.

Considérant les difficultés et discriminations qu'entraîne l'écriture inclusive, nous demandons au conseil de bien vouloir voter le rétablissement de l'écriture classique accessible à tous dans les communications utilisées par la ville.

Nous comptons sur votre compréhension et votre attachement à l'apprentissage de la lecture.

<b>POUR :</b>	<b>8</b>	<b>Groupe 100% Noisy</b>
<b>CONTRE</b>	<b>26</b>	<b>Majorité Municipale (sauf Serena YAHMI – Charlotte LE PROVOST – Valérie GORBETIERE – François RONGET – Corinne BORD – Médy LABIDI – Jean-Luc LECOROLLER - Samia FETTAL</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>9</b>	<b>Serena YAHMI – Charlotte LE PROVOST – Valérie GORBETIERE – François RONGET – Corinne BORD – Médy LABIDI – Jean-Luc LECOROLLER -Samia FETTAL</b>

**Le vœu est rejeté**



## **Vœu n°2 présenté par AGIR POUR NOISY**

**Rapporteur** : Jean-Paul LEFEBVRE

Mercredi 2 septembre 2020, et pour 49 jours, s'est ouvert le procès des attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo et ses journalistes, l'Hyper Casher de Vincennes et l'assassinat d'une policière municipale de Montrouge.

Ce temps de la justice qui vient enfin est indispensable pour la mémoire, l'histoire, le respect des victimes et de leurs proches, et pour éclairer autant que possible la préparation et le déroulement de ces assassinats terroristes de masse qui préfiguraient ceux qui allaient hélas suivre en novembre 2015 puis en mars 2016 à Bruxelles et en juillet de la même année à Nice.

Avec toujours la même motivation, celle de l'islamisme politique radical.

C'est le procès d'une idéologie et d'une barbarie qui n'ont comme seul objectif celui d'opprimer, d'asservir, de rabaisser, de torturer et de détruire. De nouvelles menaces viennent encore d'être proférées contre Charlie et un récent sondage montre le travail nécessaire pour faire progresser, dans notre pays, les principes républicains qui ne sont jamais acquis à titre définitif.

Il appartient au conseil municipal de la commune, pierre angulaire de la démocratie, et à chacun de ses élus, d'agir en permanence pour défendre et promouvoir les valeurs et principes républicains.

Considérant que la République française est une communauté nationale unique qui rassemble tous ses citoyens sans distinguer leurs origines ou leurs croyances,

Considérant que le 4 septembre 2020 était célébré le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la dernière et définitive proclamation de la République,

Considérant les principes inscrits à l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. »,

Le conseil municipal :

- réaffirme son attachement irréductible à la laïcité, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à la liberté d'information et d'opinion qui sont les meilleurs remparts de la démocratie contre tous les fanatismes et les obscurantismes ;
- s'engage à agir pour faire progresser les idéaux républicains auprès de tous les Noiséens.

### **PROPOSITION D'AMENDEMENTS :**

**Amendement n°1** : ajout à la phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe du « christianisme, judaïsme radical »

<b>POUR :</b>	<b>1</b>	<b>Samia FETTAL</b>
<b>CONTRE</b>	<b>26</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>8</b>	

**Amendement rejeté**

**Amendement n°2** : ajout à la phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe « dont les musulmans sont les premières victimes »

<b>POUR :</b>	<b>11</b>	
<b>CONTRE</b>	<b>21</b>	

<b>ABSTENTION :</b>	<b>9</b>	
---------------------	----------	--

**Amendement rejeté**

**Amendement n°3** : suppression de la phrase du 3<sup>ème</sup> paragraphe de la phrase « Avec toujours la même motivation, celle de l'islamisme politique radical. »

<b>POUR :</b>	<b>26</b>	
<b>CONTRE</b>	<b>12</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	

**Amendement adopté**

**Amendement n°4** : ajout à l'avant dernier paragraphe liberté de conscience

<b>POUR :</b>	<b>42</b>	<b>Majorité Municipale (sauf Gilles THOMAS) – Groupe 100% Noisy et Jean-Paul LEFEBVRE</b>
<b>CONTRE</b>	<b>0</b>	
<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	<b>Gilles THOMAS</b>

**Amendement adopté**

**Amendement n°5** : ajout « toutes les noisénnes »

**UNANIMITE**

**Amendement adopté**

**Amendement n°6** : ajout au dernier paragraphe « en initiant et pérennisant chaque 9 décembre avec le public le plus large des espaces de discussions et de rencontres »

**UNANIMITE**

**Amendement adopté**

### **Vote du Vœu n°2 présenté par AGIR POUR NOISY et amendé :**

Mercredi 2 septembre 2020, et pour 49 jours, s'est ouvert le procès des attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo et ses journalistes, l'Hyper Casher de Vincennes et l'assassinat d'une policière municipale de Montrouge.

Ce temps de la justice qui vient enfin est indispensable pour la mémoire, l'histoire, le respect des victimes et de leurs proches, et pour éclairer autant que possible la préparation et le déroulement de ces assassinats terroristes de masse qui préfiguraient ceux qui allaient hélas suivre en novembre 2015 puis en mars 2016 à Bruxelles et en juillet de la même année à Nice.

C'est le procès d'une idéologie et d'une barbarie qui n'ont comme seul objectif celui d'opprimer, d'asservir, de rabaisser, de torturer et de détruire. De nouvelles menaces viennent encore d'être proférées contre Charlie et un récent sondage montre le travail nécessaire pour faire progresser, dans notre pays, les principes républicains qui ne sont jamais acquis à titre définitif.

Il appartient au conseil municipal de la commune, pierre angulaire de la démocratie, et à chacun de ses élus, d'agir en permanence pour défendre et promouvoir les valeurs et principes républicains.

Considérant que la République française est une communauté nationale unique qui rassemble tous ses citoyens sans distinguer leurs origines ou leurs croyances,

Considérant que le 4 septembre 2020 était célébré le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la dernière et définitive proclamation de la République,

Considérant les principes inscrits à l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. »,

Le conseil municipal :

- réaffirme son attachement irréductible à la laïcité, à la liberté de conscience, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à la liberté d'information et d'opinion qui sont les meilleurs remparts de la démocratie contre tous les fanatismes et les obscurantismes ;
- s'engage à agir pour faire progresser les idéaux républicains auprès de toutes les Noiséennes et tous les Noiséens.

**UNANIMITE**

**Le vœu est adopté**

**Vœu n°3 présenté par la majorité municipale contre le projet de loi de réintroduction de l'usage des néonicotinoïdes**

**Vu** la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité qui interdit l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant une ou plusieurs substances actives de la famille des néonicotinoïdes comme des semences traitées avec ces produits.

**Considérant** que les produits chimiques regroupés sous l'appellation de néonicotinoïdes ont des effets neurotoxiques sur les organismes de nombreuses espèces y compris les humains, et peuvent provoquer la paralysie et la mort.

**Considérant** qu'à faibles doses, ils perturbent le sens de l'orientation, la mémoire et altèrent la capacité reproductrice des insectes entraînant une extinction différée.

**Considérant** que l'usage des néonicotinoïdes s'installent durablement dans les sols, constituant ainsi une contamination des écosystèmes à l'origine de la disparition des insectes.

**Considérant** que l'effondrement du nombre d'insectes a un impact sur les autres espèces animales comme les oiseaux des champs dont un tiers a disparu en 15 ans.

**Considérant** que le gouvernement souhaite introduire une dérogation et permettre ainsi l'utilisation des néonicotinoïdes, notamment en réponse aux demandes répétées des filières de la betterave et de l'industrie du sucre.

**Considérant** que cette dérogation est inscrite dans le projet de loi examiné à l'Assemblée Nationale à partir du 5 octobre 2020.

Le Conseil Municipal :

- **réaffirme** son attachement à la biodiversité et à l'interdiction des néonicotinoïdes.
- **demande** au Président du Conseil département de la Seine-Saint-Denis ainsi qu'au Président de l'établissement public territorial Est Ensemble de présenter le même vœu à l'examen de leur assemblée délibérante.
- **encourage** la députée de notre circonscription ainsi que les sénateurs de la Seine-Saint-Denis à voter contre ce projet de loi.

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **Question orale GROUPE 100% Noisy : allée de la libération/Général Leclerc**

**Rapporteur :** Monsieur Julien-Jack RAGAZ

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Une insécurité grandissante, une insalubrité qui s'installe, les riverains de l'allée de la libération et rue du général Leclerc sont à bout. Monsieur le Maire, nous nous faisons la voix des habitants du quartier merlan et plus précisément rue du général Leclerc et allée de la libération et des cottages.

Nous connaissons tous la situation du pavillon laissé à l'abandon par ses propriétaires et actuellement squatté. Notre majorité avait entamé des démarches pour régulariser cette situation qui engendre nombres de nuisances aux riverains. Pourriez-vous nous dire si vous avez bien repris le dossier sur lequel nous travaillions et où vous en êtes des discussions avec les propriétaires afin de rapidement trouver une issue satisfaisante pour tous?

Par ailleurs il nous a été rapporté par des riverains épuisés, le stationnement sauvage de dizaines de véhicules légers et poids lourds dans ces rues. Visiblement, un garage situé boulevard de la République, entasse des dizaines de véhicules, épaves, poids lourds immobilisant ainsi tout le stationnement disponible du quartier. Les riverains qui ont tenté de discuter avec les propriétaires du garage ont été agressés, menacés.

Cette situation se tend et devient dangereuse pour les riverains. Nous vous demandons d'intervenir rapidement et efficacement pour que les agissements de ce garage cessent. Son activité ne doit pas perturber la tranquillité des riverains et du quartier.

### **Réponse**

**Rapporteur :** Samia SEHOUANNE

Le dossier a bien été repris par la municipalité et Monsieur le Maire a rapidement demandé aux services l'organisation d'une réunion par les services de l'hygiène et de l'environnement avec les riverains, la police municipale, la police nationale.

Les points saillants relatifs à ce bâtiment sont les suivants :

- Il s'agit d'un pavillon inscrit au titre des monuments historiques : Pavillon dit « PERISSIN ». De ce fait il n'est pas possible, par exemple, d'intervenir sur le bâti par des actions de murage.
- Le propriétaire des lieux est défaillant et se refuse d'engager une procédure d'expulsion à l'encontre des occupants sans titre. Il est par ailleurs non solvable.
- Le mode d'occupation engendre des nuisances significatives qui ne pourront se résoudre qu'avec une évacuation ou de densification humaine des lieux.  
Les actions entreprises par la Ville sont palliatives mais uniquement sur des temps court.
- Les occupants ne peuvent prétendre à un relogement dans des structures classiques du fait de leur situation administrative (roms) ce qui complexifie la libération des lieux.

Les actions entreprises par la Ville :

- Une réunion avait eu lieu en présence du commandant Paris le 18 juin 2019, malheureusement cette réunion n'a pas permis de trouver une solution pour la libération des lieux. Néanmoins, cela a permis la production d'un rapport d'insalubrité et la prise d'un arrêté d'extrême urgence sur la question des rats (le 11 septembre 2019).

Concernant la présence de rats : la ville est intervenue à diverses reprises (sur 2019 et 2020) pour dératiser le bien en lieu et place du propriétaire M. Degraeve. Néanmoins, au regard des conditions d'occupation des lieux, la présence de rats est récurrente.

Concernant le rapport d'insalubrité, notre dossier est toujours en cours d'instruction à l'ARS, une audition doit avoir lieu **le 5 novembre 2020**. Néanmoins, il est possible que du fait de la situation de squatt, l'arrêté d'insalubrité qui met en demeure le propriétaire des lieux et non les occupants, ne soit pas pris par l'ARS. Il existe une procédure de « bien en état manifeste d'abandon », permettant à terme d'engager une expulsion. Cette procédure pourrait être lancée, après, bien-sûr, que les vérifications juridiques d'usages aient été faites, et sous réserve de la validation de Monsieur le Maire

## **Question orale GROUPE 100% Noisy : question autour de la crise du COVID**

**Rapporteur** : Jennifer JOBARD

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

C'est une rentrée sous tension et dans l'angoisse de la reprise de la propagation du virus que les noiséens ont repris le chemin de l'école.

Nous vous avons interpellé en juillet et vous avons proposé un travail commun afin de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité de tous les administrés, ayant, pour notre part, vécu la période de confinement de Mars/Avril.

Nous vous alertions sur la nécessité d'anticiper la retour des enfants au sein des écoles noiséennes.

Nous vous demandions une vigilance accrue et la mise en place de mesures concrètes pour garantir la sécurité et la santé de tous. Nous constatons que de nombreux noiséens ne portent pas le masque dans les rues et sur le marché, pourtant obligatoire depuis plusieurs semaines.

Faute d'une réponse au premier courrier, nous avons tenté une nouvelle relance au moyen d'une lettre ouverte cette fois publiée sur les réseaux sociaux. Vous nous avez enfin répondu mais aucune action concrète. Monsieur le maire, mes chers collègues, je vous rappelle encore une fois que le COVID circule toujours, il est l'affaire de tous et tue toujours.

Comment expliquez-vous Monsieur le Maire, qu'il aura fallu des décisions gouvernementales, des arrêtés préfectoraux pour que les propositions que nous vous faisions en juillet soient appliquées.

D'autres part, nous avons constitué des stocks importants de masques tant adulte qu'enfant. Il devait rester en stock fin Juin presque 20000 masques adulte et 5000 masques enfant.

Aujourd'hui, nous apprenons par des parents, des agents ou des enseignants, inquiets, que des cas de COVID ont été identifiés dans nos écoles sans que vous ayez jugé pertinent de nous en informer.

Qu'en-t-il du travail en commun et de la transparence que vous prôniez?

Très soucieux de garantir un environnement sécurisé et apaisé pour les familles, les écoliers, le personnel éducatif et nos agents dans les écoles, nous vous demandons un rapport détaillé de la situation sanitaire dans les écoles et plus largement dans la ville.

Combien de cas précis et dans quelles écoles ?

Quelles mesures ont été prises dans les écoles concernées ? Y a t il eu un dépistage systématique des agents, enseignants, enfants ?

Pourquoi les masques enfants, même si ils ne sont pas obligatoires, ne sont-ils pas distribués ? Cela rassurerait les parents.

Combien de verbalisations depuis début Septembre pour non port du masque ?

Nous vous proposons à nouveau de rétablir la cellule de veille ainsi que le comité de suivi des écoles. Forts de notre expérience lors de la première phase d'épidémie, Nous souhaitons être pleinement associés aux réflexions pour lutter ensemble contre la propagation du virus.

## **Réponse**

Mesdames Messieurs les élu-e-s de 100% Noisy,

La prévention et la lutte contre l'épidémie de Covid-19 constituent aujourd'hui un axe essentiel de l'action de la Municipalité et des services municipaux dans leurs missions quotidiennes en direction de la population, comme en direction des agents de la Ville.

Contrairement à ce que vous mentionnez dans votre question orale, la réponse qui vous a été adressée dans le courant du mois d'août a pu vous démontrer le sérieux et la mobilisation de notre équipe; elle détaillait de manière extrêmement précise un certain nombre d'actions menées et à mettre en œuvre par les différentes directions de la Ville.

Malgré les choix de rédaction de votre question, vous ne pouvez pas ignorer les défis, les enjeux, et parfois les difficultés à mettre en œuvre l'ensemble des actions sanitaires, pour les avoir vous-même décrits lors du précédent mandat.

Dès le début de ce nouveau mandat, il a été indiqué que notre Municipalité associerait pleinement l'ensemble des forces politiques de notre Conseil Municipal. Les paroles se sont traduites en actes, puisque des représentants de chaque groupe politique ont été conviés à la Cellule de Veille que j'ai réactivée, pour une séance le 18 Septembre 2020.

Autre acte concret : la Municipalité a lancé durant le mois d'août une nouvelle commande de masques lavables à hauteur de 45 000 unités, portant les stocks de la Ville à 53 000 unités (7 000 masques en réserve avant cette commande selon le décompte des services). Une dotation de 5 000 masques a immédiatement été affectée à l'attention des agents municipaux pour leur garantir un cadre de travail sécurisé. Parallèlement, nous avons poursuivi l'effort de dotation de gel hydro-alcoolique et autres équipements spécifiques (gants, virucide, ...) dans l'ensemble des services et sites ouverts au public.

Nous avons organisé une journée de dépistage gratuit en partenariat avec l'ARS et l'APHP le 13 août dernier : 455 Noiséennes et Noiséens testés.

Nous avons initié dès le 31 août 2020 une nouvelle campagne de distribution de masques auprès de la population dans plusieurs lieux ciblés.

Au 15 Septembre 2020, ce sont déjà 2 375 foyers noiséens qui ont récupéré cette nouvelle dotation pour le seul point de distribution de l'Hôtel de Ville. Nous avons par ailleurs souhaité initier une campagne de distribution plus spécifique à l'attention des publics précaires et fragiles pour laquelle nous avons fléché une dotation de 15 000 masques.

Dès la rentrée scolaire, des créneaux spécialement dédiés au dépistage des agents intervenant dans les écoles ont pu être dégagés au Centre Municipal de Santé.

Et nous vous détaillerons en cellule de veille le dispositif municipal permettant dès cette semaine une montée en puissance de la capacité de dépistage du CMS (offre multipliée par 6) notre objectif étant de coupler une lutte efficace contre la propagation de l'épidémie avec la nécessité, autant que possible, de maintenir la continuité de la scolarisation des élèves.

Votre question orale feint de l'ignorer, mais vous savez que les arbitrages relatifs à la fermeture éventuelle de classe dans le cadre de l'épidémie ne relève pas de nos prérogatives, mais bien de celles de l'Education Nationale, en lien avec les services de l'ARS.

Au moment de la rédaction de la présente réponse, seule une classe de l'école maternelle Petit Prince et une de l'école élémentaire d'Estienne d'Orves ont fait l'objet d'une fermeture temporaire de 15 jours en raison d'un cas de Covid avéré parmi les élèves .

S'agissant du personnel municipal, 4 cas avérés ont entraîné également des mesures d'isolement des personnes et des signalements à l'Education Nationale et à l'Agence Régionale de Santé.

Ces éléments de réponse vous aurons convaincu, j'en suis persuadé, de la mobilisation de notre équipe sur ce sujet. J'aurais l'occasion de vous apporter d'autres précisions lors de la tenue de la Cellule de Veille du 18 Septembre 2020.



## **Question orale GROUPE 100% Noisy : organisation du forum des Associations**

**Rapporteur** : Jennifer JOBARD

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Nous savons tous que la situation sanitaire n'est pas propice aux grandes réunions et grandes fêtes réunissant des dizaines de personnes au même endroit. C'est pour ces raisons que vous avez choisi de modifier le format de la traditionnelle fête des associations. Nous sommes très soucieux de la sécurité sanitaire et la santé de tous les noiséens et comprenons facilement cette décision.

Aussi, comme la plupart des villes voisines l'ont organisé en extérieur, nous nous attendions à des aménagements sécurisés, une organisation stricte et rigoureuse. Des espaces et des installations respectant les distanciations sociales et favorisant des circulations fluides des participants. Notre équipe avait même envisagé d'organiser le forum au stade Huvier pour permettre au plus grand nombre d'y participer de façon tout à fait sécurisée.

Mais à notre grande surprise et aux désarrois de très nombreuses associations, vous avez choisi un format modeste et dangereux. Vous avez réuni des associations dans des espaces clos et couverts. Vous n'avez prévu aucun dispositif pour garantir la sécurité des associations, des bénévoles ni même des noiséens ayant participé. Pas de filtrage à l'entrée pour limiter le nombre de personnes à l'intérieur des salles. Pas de gel hydroalcoolique à disposition et encore moins de masque. Pas de distanciation entre les stands. Aucun respect des gestes barrières.

Votre choix a mis en danger des centaines de noiséens. Le format que vous avez choisi a également privé des associations de ressources non négligeables parfois vitales à leurs activités. Vente de gâteaux, tombola... De plus, contrairement aux années précédentes, les enfants noiséens n'ont pas pu découvrir toutes les disciplines sportives qu'offrent nos associations. Tout ceci prétextant que la situation sanitaire ne permettait pas la tenue du forum comme à l'habitude au stade Allende et plaine des jeux.

Pendant le même temps, le même week-end, vous autorisiez et faisiez la promotion d'une brocante organisée par vos amis. Cette brocante a envahi tout le centre-ville. Le port du masque et les gestes barrières n'ont pas été respectés en grande majorité. Nous nous interrogeons sur vos motivations et décisions quant à l'organisation de ces deux événements populaires. Comment expliquez-vous avoir favoriser une tenue en plein air pour la brocante d'une association? Pourquoi avoir restreint la traditionnelle fête des associations ? Pourquoi avez-vous volontairement brimé le reste des acteurs associatifs noiséens?

### **Réponse :**

**Rapporteur** : Valérie GORBETIERE

Comme évoqué lors du courrier adressé aux associations en date du 28 juillet 2020, le maire et moi-même avons décidé de reporter la fête des associations. Nous avons opté pour une formule plus simple sous format d'un salon pour simplifier les mesures COVID.

Les mesures barrières COVID ont été respectées, du gel a été distribué par un agent de sécurité ou communal à l'entrée, et le port du masque était obligatoire. Des masques étaient de même disponibles sur demande à l'entrée. Il n'y a pas eu de bain de foule et les personnes ont respectées les gestes barrières. De même, tous les ouvrants (portes et fenêtres) étaient ouverts.

Nous avons aussi opté pour une formule plus simple afin de permettre aux équipes des relations publiques de pouvoir faire un break après 8 semaines assez chargées d'organisation d'un été à Huvier.

Ce salon a donné l'opportunité malgré tout aux associations de faire leur adhésions et cotisations et nous a laissé ainsi le temps de donner une autre dimension à cette fête des associations. Le temps de créer une fête à notre image et qui sera co-construite avec les associations pour un événement reporté en juin 2021.

## **Question orale Agir pour Noisy: Place Simone Veil**

**Rapporteur** : Jean-Paul LEFEBVRE

Monsieur le maire,

Depuis quelques années, des groupes d'individus occupent la place Simone Veil en plusieurs endroits selon les activités : derrière la Galerie et sur le parking du Théâtre pour le deal de stupéfiants, devant la Galerie et sur le côté ouest de la Médiathèque pour des pratiques de soulographie.

Pour ces dernières qui sont quotidiennes, les horaires sont précoces car les beuveries commencent dès 17 h et s'achèvent à une heure avancée de la nuit.

Les nuisances sont nombreuses pour les usagers, adultes et enfants, ainsi que pour le personnel de la Médiathèque : ivresse et alcoolisation sur la voie publique, attitudes déplacées à l'égard des femmes, cris et bagarres d'ivrognes jusqu'à des heures tardives, prostitution, utilisation des issues de la Médiathèque, notamment de la section jeunesse, comme urinoir, dépôt de bouteilles vides et détritiques variés.

L'image générale donnée de notre centre-ville est, notamment de ce fait, déplorable. Quelle ville, quel élu peut supporter cela sans réagir ?

Le voisinage subit également les conséquences de ces comportements inadmissibles, surtout lorsque les fenêtres sont ouvertes durant la belle saison.

Ces agissements délictueux à plus d'un titre, relèvent pleinement des pouvoirs de la police municipale et bien sûr, nationale.

J'ajoute qu'un certain nombre des individus alcoolisés finissent par repartir, en totale impunité au volant de leurs véhicules car nombre d'entre eux n'habitent pas Noisy.

Le fait de vivre dans un QPV est déjà difficile compte tenu de l'état général dégradé du quartier et de la plupart des immeubles appartenant à Noisy Habitat, unique bailleur social du périmètre.

Mais la tolérance à l'égard de comportements qui partout ailleurs seraient réprimés avec vigueur, ajoute au désarroi des riverains et de tous les Noiséens, car il s'agit de notre centre-ville, à tous.

Ce que je décris c'est le quotidien des Noiséens qui expriment leur désespoir et se plaignent de l'inaction de la municipalité (pour l'instant, surtout la précédente). J'invite tous les élus à se rendre sur place le soir et à ouvrir les yeux et les oreilles.

Quelles mesures comptez-vous prendre et quelles directives permanentes allez-vous donner à la police municipale pour libérer la place Simone Veil de cette situation calamiteuse et franchement inacceptable ?

## **Réponse :**

**Rapporteur** : Séréna YAHMI

Depuis plusieurs années et, plus encore depuis notre récente élection, nous sommes interpellés sur l'occupation de l'Esplanade Simone Veil et de ses abords par des individus qui perturbent la tranquillité et le cadre de vie des riverains. Nous sommes parfaitement conscientes du sentiment d'insécurité et des diverses nuisances que ces pratiques occasionnent.

Nous nous en sommes déjà entretenus avec les polices municipale et nationale, des opérations coordonnées ont d'ailleurs déjà eu lieu sous la précédente mandature. La verbalisation - tant en ce qui concerne la consommation d'alcool, sa vente après 22h et l'état d'ivresse manifeste - est restreinte par la réglementation en vigueur. Cet outil juridique se révèle insuffisant pour solutionner durablement la situation. Pour empêcher à termes les mésusages de l'espace public et répondre aux attentes des Noiséennes et Noiséens, nous devons donc travailler de concert avec l'ensemble des acteurs concernés : voisinage, conseils de quartier, personnels des équipements alentours, commerces, bailleurs, et bien évidemment la police nationale et la police municipale. Nous nous y emploierons avec monsieur le maire et l'ensemble de la Majorité.

## **Question orale Agir pour Noisy: Pistes cyclables sur rues départementales**

**Rapporteur :** Jean-Paul LEFEBVRE

Monsieur le maire,

Durant le confinement, le Département a sommairement aménagé des pistes cyclables sur la rue du Parc, la rue de Brément et l'ex RN3 (RD 933 désormais).

Si le principe est louable, et si la largeur de la RN3 est suffisante, il apparaît que le résultat est catastrophique rue de Brément et rue du Parc.

La circulation de vélos est des plus réduite (j'ai observé 1 ou 2 par heure) mais en revanche, la suppression d'une voie de circulation entraîne des bouchons permanents et donc un fort surcroît de pollution, sans compter la perte de temps, l'exaspération des conducteurs et les risques associés.

Dans la plupart des villes du département concernées par cette initiative mise en œuvre sans concertation, ni étude sérieuse, ces pistes sont fortement contestées pour les difficultés de circulation qu'elles provoquent.

Le Département commence timidement à reconnaître ses erreurs en réduisant la largeur des pistes de façon à restituer la deuxième voie de circulation automobile. La presse vient de s'en faire l'écho.

Il faut clairement faire de même à Noisy le plus vite possible. Aussi, je vous demande de bien vouloir intervenir en ce sens auprès du Département. Les pistes cyclables sont évidemment nécessaires mais elles doivent être conçues et intégrées de façon judicieuse, efficace et sûre. A ce jour, je regrette de constater que cela n'a pas été fait.

La mobilité douce est assurément un enjeu intra-urbain mais les routes départementales sont d'abord des voies à grande circulation dédiées à un trafic intercommunal peu adapté aux vélos.

En revanche, si nous voulons vraiment réduire l'usage de la voiture, il faudrait surtout accélérer la réalisation des projets de transports en commun. Mais regardez nos retards en ce domaine. Nous approuvons seulement ce soir la convention de financement du Tzen 3 dont le principe a été acté en 2014 et alors que ce projet est inscrit au CER 2015-2020. Et je cite pour mémoire les autres projets retardés comme la ligne 11, la ligne 15 Est, la Tangentielle et le prolongement du T1. Là sont les véritables enjeux de la mobilité pour l'environnement mais aussi pour l'accès à l'emploi et le développement économique durable.

Enfin, pour faciliter l'usage du vélo pour tous, il serait opportun pour la commune de créer des stations Vélib en intégrant le syndicat métropolitain. Plusieurs communes de la Métropole sont en train d'adhérer à Vélib'. Le service peut être rapidement disponible. Avez-vous prévu de demander l'adhésion de la commune à la compétence Vélib du syndicat mixte et si oui, quand ?

### **Réponse :**

**Rapporteur :** Florent LACILLE-ALBIGES

Merci pour votre question qui correspond en effet à des interrogations régulières des noiséens.

Sur la question des pistes cyclables, je modérerai légèrement vos constats. Il est vrai que les pistes nouvellement installées provoquent des ralentissements et perturbent les parcours automobiles de nos concitoyens. C'est le cas de tout nouvel aménagement de voirie un peu ambitieux. Mais sur la rue du Parc, j'ai constaté, à chacun de mes passages, une circulation automobile relativement fluide (pour un axe urbain). On peut imaginer qu'après un petit moment d'adaptation, les problèmes diminuent.

Sur la rue de Brément, le problème est un peu différent : nous cumulons la création de cette bande cyclable et des travaux en bordure du rond-point du général de Gaulle. Ce cocktail a un effet assez redoutable sur

la circulation en effet, mais la fin des travaux devrait permettre un retour à une situation plus normale (ou en tout cas à une situation à peu près similaire à celle qu'on retrouve un peu plus loin dans la rue de Brément ou un peu plus bas dans Paul Vaillant-Couturier).

La présence des vélos étant moins visible que celle des voitures, on a parfois du mal à juger de l'utilité des aménagements cyclables. Ces aménagements n'ont cependant pas été pensés au hasard et ils accompagnent en partie la modification de la voirie sur plusieurs points noirs des mobilités vélo relevés à Noisy par la Fédération des usagers de la bicyclette. J'en profite d'ailleurs pour vous annoncer qu'un comptage est en cours au niveau de la Folie et que nous pourrions juger un peu plus objectivement de l'utilité de ce dispositif et le faire évoluer si nécessaire.

Pour finir sur cette première question, je voudrais prendre un angle plus politique. Vous le savez, les aménagements de voirie sont des investissements lourds et faits pour durer. Avec ces bandes cyclables matérialisées de façon assez légère, le département propose finalement ce qui peut être considéré comme un test. Nous avons encore la possibilité de faire des modifications avant que des travaux plus permanents ne fassent leur place. Cela nous permet de réfléchir aux modifications possibles et je vous remercie de l'avoir fait. Mais cela nous permet aussi de penser aux rues dont nous aurons besoin pour le futur de Noisy. L'avenir ne nous laissera pas le choix, nous devons diminuer drastiquement le nombre de voitures. Je crois qu'il est donc plus que temps que Noisy s'engage dans cette perspective. Les pistes cyclables y contribuent.

Ce qui y contribuera également, vous l'avez relevé dans la seconde partie de votre question, ce sont les transports en commun et l'arrivée d'un service de location de vélos. Le syndicat Autolib-Vélib, auquel nous sommes adhérents, va lancer en 2021 un nouveau marché de construction de stations, une première demande de 3 stations avait été faite en début d'année. J'ai relancé le syndicat à ce sujet et nous avons une série de formalités à effectuer, mais je pense qu'une arrivée en 2021 est possible. J'espère même qu'elle aura lieu au premier semestre et je pense donc que nous reparlerons très prochainement de ce sujet en conseil municipal.

Enfin, pour être parfaitement complet, un plan vélo sera également élaboré dans les prochains mois afin d'en encourager la pratique par des infrastructures cyclables, des espaces sécurisés pour se garer, une offre de location adaptée, un service de réparation et un volet d'éducation à la pratique du vélo en ville. Nous avons besoin d'un peu de temps pour y associer tous les services concernés, tous les partenaires et les usagers, mais là encore, nous en reparlerons bientôt."

## **Question orale Agir pour Noisy Ancien conservatoire**

**Rapporteur** : Jean-Paul LEFEBVRE

Monsieur le maire,

Le 14 juin 2018, la majorité du conseil municipal de l'époque a autorisé la signature d'un bail commercial d'une durée initiale de 20 ans de l'immeuble de l'ancien conservatoire municipal.

Ce bail était consenti à une société qui n'existait pas et a été créée presque un an plus tard.

Les caractéristiques de ce bail étaient les suivantes : loyer de base de 500 € par mois avec une franchise d'un an pour réaliser des travaux d'un montant de 2 millions d'euros, comprenant un restaurant gastronomique, un centre d'information multimédia et un centre de formation.

Le restaurant devait être dirigé par le chef étoilé Jean Imbert, comme cela a été annoncé dans Le Noiséen de septembre 2018.

Les travaux prévus sont décrits dans une annexe du bail ce qui vaut engagement contractuel de les réaliser.

En septembre 2019 alors que le restaurant aurait dû ouvrir, les travaux n'avaient pas commencé et même les autorisations d'urbanisme n'avaient pas été demandées ni obtenues. A ce jour, si elles ont été accordées, elles ne sont toujours pas affichées contrairement à la réglementation ainsi que la liste des entreprises intervenantes par corps de métier, comme le code du travail l'exige.

La société créée au printemps 2019 ne comprend pas parmi ses associés le chef Jean Imbert, contrairement aux annonces faites. De plus, aucun des associés n'est cuisinier.

Après de nombreuses interruptions, des travaux intérieurs partiels semblent avoir été réalisés mais rien ne laisse entrevoir leur achèvement. Aujourd'hui, tout est arrêté.

Des calicots ont été posés au printemps par votre prédécesseur afin de tromper les Noiséens en leur faisant croire à l'avancement du projet, dans un but de communication électorale. Un mensonge de plus !

Force est de constater que cette affaire se révèle, aujourd'hui, telle que j'étais seul à la dénoncer il y a deux ans : une arnaque et de la poudre aux yeux.

Monsieur le maire, comme vous le savez, il s'agit du patrimoine de la commune et il faut le gérer avec sérieux par respect pour les Noiséens. Il vous appartient de corriger les errements scandaleux du précédent mandat.

Fin 2019, j'ai demandé à votre prédécesseur de résilier le bail pour inexécution des engagements du preneur. Devant son silence et son inertie, j'ai saisi le tribunal administratif pour voir prononcer l'annulation du bail qui porte préjudice à la commune. Mais il n'est plus possible d'attendre et de laisser perdurer cette gabegie à laquelle vous avez le pouvoir de mettre fin.

Dès lors, je vous prie d'indiquer au conseil :

- la situation actuelle des travaux réalisés par le preneur
- les raisons pour lesquelles les engagements contractuels n'ont pas été tenus par le preneur
- les mesures que vous comptez prendre pour mettre fin à ce scandale, notamment la résiliation immédiate du bail aux torts exclusifs du preneur.

**Réponse :**

**Rapporteur :** Samia SEHOUANNE

Monsieur le Conseiller Municipal,

Comme vous l'avez très justement rappelé dans votre question orale, notre Conseil Municipal, sous la précédente mandature, a délibéré en juin 2018 quant à la signature d'un bail commercial d'une durée de 20 année portant sur l'immeuble abritant auparavant le Conservatoire de Musique et de Danse de Noisy-le-Sec.

Notre équipe municipale avait pu, déjà à l'époque, se positionner contre ce projet qui ne semblait pas devoir répondre aux attentes et aux besoins des noiséennes et des noiséens. Il avait été effectivement annoncé que ce projet permettrait l'arrivée au sein du bâtiment d'une école de codage, d'un lieu de formation et d'un centre multimédia, le tout s'articulant autour d'un restaurant présenté comme « qualitatif », mais qui aurait été en réalité exclusif de nombreuses noiséennes et noiséens.

Notre groupe portait à l'époque une ambition différente sur cette propriété : faire de ce bâtiment historique et emblématique de notre ville un nouveau lieu ouvert et bénéfique pour tous les noiséennes et noiséens, et non pour une « sélection » d'entre eux.

L'histoire ne s'est pas passée ainsi et la Ville, représentée par l'équipe municipale précédente, a signé avec la holding « Le Conservatoire » le bail commercial autorisé par la délibération de Juin 2018.

Monsieur le Conseiller Municipal, notre équipe s'est rapidement penchée, au lendemain de l'élection municipale, sur ce dossier symbolique. Et force est de constater, en l'état actuel de notre connaissance du dossier, que de nombreuses craintes exprimées dans votre question orale s'avèrent fondées.

Si la holding a bien obtenu certaines autorisations d'urbanisme relatives à la mise en œuvre de ce projet, celles-ci n'ont jamais été affichées sur site. Les travaux, certes légèrement initiés, sont au point mort depuis de nombreux mois. Les porteurs de projet, que j'ai personnellement rencontré dès le mois de juillet 2020, nous ont fait part de leurs difficultés et de leurs incertitudes quant à l'avenir du projet tel qu'il nous avait été décrit. La réalisation du restaurant gastronomique semble aujourd'hui particulièrement compromise.

La Municipalité et les services de la Ville rencontreront à nouveau prochainement les représentants de la holding pour envisager les options qui seront les notre pour les prochains mois. J'ai souhaité privilégier dans un premier temps une approche partenariale et négociée qui permettrait d'éviter à la Ville un contentieux potentiellement long et coûteux. Dans cette perspective, les services de la Ville ont été missionnés pour nous fournir une analyse précise du cadre juridique et contractuel du bail commercial. Cette analyse est actuellement en cours de finalisation.

Il est en tout cas évident que notre équipe municipale ne laissera pas ce témoignage historique et architectural de notre Ville en état d'abandon et nous ne tolérerons pas qu'il ne bénéficie pas dans un avenir raisonnable à nouveau à l'ensemble de la population noiséenne.

Je sais pouvoir compter sur votre mobilisation à nos côtés dans cette perspective.

***La séance est levée à 02H14***

<b>Le Secrétaire de séance</b>	<b>Le Président de séance</b>
Mr Jean-Luc LE COROLLER	M. Olivier SARRABEYROUSE